



P
N
U
D

LE PNUD

EN CÔTE D'IVOIRE

L'accelerator Lab

QUAND L'INGÉNIOSITÉ
IVOIRIENNE S'IMPOSE !

Plan de riposte

**LA CÔTE D'IVOIRE
À L'ÉPREUVE DU
CORONAVIRUS**

LE PNUD EN
PREMIÈRE LIGNE

Contribution

Docteur Kouadio
Bah Ives Olivier (OMS)

**...POUR VAINCRE CETTE
PANDÉMIE EN DEUX ANS**



Dans le cadre de l'exploration de solutions en faveur de la préservation, de la réhabilitation et de l'extension des forêts

organise

CONCOURS D'ANECDOTES ET DE SOLUTIONS POUR LA FORÊT

les candidatures sont reçues du
11 au 28 Août 2020

Tu es un individu (femme ou homme), tu es une communauté, une association,
 Tu as déjà travaillé ou non dans le domaine de la foresterie,
 Tu as vécu une situation particulière dans le secteur de la foresterie et tu as dû trouver une ou des solutions pour y faire face, tu en as tiré des leçons,
 Participe au concours d'anecdotes et de solutions organisé par le PNUD et gagne un prix.

Pour plus d'informations contacter les adresses mails :
 georgette.zamble@undp.org
 mahama-elhadji.gbane@undp.org
 prisca.brou@undp.org
 amanhermann@yahoo.fr

SOMMAIRE

<i>Editorial</i>	p5
<i>Le PNUD, missions dans le monde et en Côte d'Ivoire</i>	p7
<i>La COVID 19 en Côte d'Ivoire</i>	p12
<i>Impacts et effets au plan économique et social</i>	p16
<i>Appuis et Stratégies</i>	p26
<i>Quand l'ingéniosité ivoirienne s'impose</i>	p42
<i>L'après COVID c'est maintenant</i>	p56



14



34

39

LE PNUD
 EN CÔTE D'IVOIRE

Une publication du Bureau Pays du PNUD
 Côte d'Ivoire / Septembre 2020



60

3



édito

Texte à fournir



***LE PNUD,
MISSIONS DANS
LE MONDE,
MISSIONS EN
CÔTE D'IVOIRE***

Le PNUD, réseau mondial du développement

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est le réseau mondial de développement des pays membres. Il plaide pour le changement et connecte les pays aux connaissances, à l'expérience et aux ressources pour aider les gens à se construire une vie meilleure. Il fournit des conseils d'experts et accorde un soutien aux pays en développement, en mettant plus l'accent sur l'assistance aux pays les moins avancés. Il favorise la coopération technique et d'investissement entre les nations. Basé à New York, le PNUD a un rôle de conseil exécutif au sein de l'Assemblée générale des Nations unies. L'Administrateur du PNUD

est le troisième plus haut fonctionnaire des Nations Unies, après le Secrétaire général et le vice-Secrétaire général des Nations unies. Présent dans 170 pays et territoires, le PNUD est l'un des principaux organismes multilatéraux de développement, contribuant à éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités et l'exclusion. Il aide les pays à élaborer des politiques, à développer des compétences en leadership et des aptitudes en matière de partenariat, à renforcer leurs capacités institutionnelles et à partager des solutions aux problèmes touchant aux questions de développement durable, de gouvernance démocratique, de climat et d'adaptation ; et de réponse aux crises.

MISSIONS DU PNUD

Les défis du PNUD dans le monde

L'organisation opère dans 177 pays, où elle travaille avec les gouvernements locaux pour relever les défis de développement et renforcer les capacités locales. Au niveau international, elle souhaite aider les pays à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Pour atteindre les ODD et encourager le développement mondial, le PNUD se concentre sur la réduction de la pauvreté, le VIH/Sida, la gouvernance démocratique, l'énergie et l'environnement, le développement social et la prévention des crises et le relèvement, qui depuis 1990, mesure et analyse chaque année les progrès du développement, dans un rapport annuel sur le développement humain. En plus d'un rapport mondial, le PNUD publie des rapports régionaux, nationaux et locaux sur le développement humain.

Le PNUD travaille avec les nations sur leurs propres solutions aux défis mondiaux et nationaux de développement. Cependant, le PNUD ne propose d'aider, que si les différentes nations le lui demandent. Le PNUD relie et coordonne les efforts mondiaux et nationaux pour atteindre les objectifs et les priorités de développement national définis par les pays hôtes. Il se concentre principalement sur cinq défis de développement :

Gouvernance démocratique

En soutenant les transitions démocratiques nationales, en fournissant des conseils politiques et

un soutien technique, en améliorant les capacités institutionnelles et individuelles dans les pays, en éduquant les populations et en plaidant pour des réformes démocratiques ; en promouvant la négociation et le dialogue, et en partageant les expériences réussies d'autres pays et lieux. Le PNUD soutient également les institutions démocratiques existantes en intensifiant le dialogue, en renforçant le débat national et en facilitant le consensus sur les programmes nationaux de gouvernance.

Réduction de la pauvreté

Le PNUD aide les pays à élaborer des stratégies de lutte contre la pauvreté, en élargissant l'accès aux opportunités et aux ressources économiques, en reliant les programmes de lutte contre la pauvreté aux objectifs et politiques plus larges des pays et en garantissant une plus grande voix aux pauvres. Il œuvre également au niveau macro pour réformer le commerce, encourager l'allègement de la dette et l'investissement étranger et faire en sorte que les plus pauvres parmi les pauvres

bénéficient de la mondialisation. Sur le terrain, le PNUD parraine des projets pilote de développement, promeut le rôle des femmes dans le développement et coordonne les efforts entre les gouvernements, les ONG et les donateurs extérieurs. De cette manière, le PNUD travaille avec les dirigeants et gouvernements locaux pour offrir aux personnes pauvres, la possibilité de créer des entreprises et d'améliorer leur situation économique.

Le Programme de développement des Nations Unies du PNUD «International Policy Center for Inclusive Growth» (IPC-IG), basé à Brasília, au Brésil, renforce les capacités des pays en développement à concevoir, mettre en œuvre et évaluer des projets de développement socialement inclusifs. L'IPC-IG est un forum mondial pour le dialogue politique et l'apprentissage Sud-Sud, qui travaille avec plus de 7 000 fonctionnaires de plus de 50 pays.

Prévention et résolution des crises

Le PNUD s'emploie à réduire les risques de conflits armés ou de catastrophes et à promouvoir un relèvement rapide après la survenue d'une crise. Il travaille, par l'intermédiaire de ses bureaux de pays, pour aider les autorités locales à évaluer les besoins, renforcer les capacités, coordonner la planification et définir des politiques et des normes.

Des exemples de programmes de réduction des risques du PNUD comprennent les efforts de lutte contre la prolifération des armes légères, les stratégies

visant à réduire l'impact des catastrophes naturelles et les programmes visant à encourager le recours à la diplomatie et à prévenir la violence. Les programmes de relèvement comprennent le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants, les efforts de déminage, les programmes de réintégration des personnes déplacées, le rétablissement des services de base et les systèmes de justice transitionnelle pour les pays qui sortent d'une guerre.

Environnement et énergie

Étant donné que les pauvres

sont touchés de manière disproportionnée par la dégradation de l'environnement et le manque d'accès à des services d'eau, d'assainissement et d'énergie propres et abordables, le PNUD s'efforce de résoudre les problèmes environnementaux, afin de renforcer les capacités des pays en développement à se développer de manière durable ; à accroître le développement humain et à réduire la pauvreté. Le PNUD travaille avec les pays pour renforcer leurs capacités à faire face aux problèmes environnementaux mondiaux, en fournissant des conseils politiques novateurs et en

mettant en relation les partenaires dans le cadre de projets de développement respectueux de l'environnement, qui aident les pauvres à construire des moyens d'existence durables. La stratégie environnementale du PNUD se concentre sur une gouvernance efficace de l'eau, y compris l'accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, l'accès aux services énergétiques durables, la gestion durable des terres pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres, la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et les politiques de contrôle des

émissions de polluants nocifs et d'ozone qui appauvrissent les substances.

Le Prix Equateur

Le bureau de l'Initiative Equateur du PNUD offre tous les deux ans le Prix Equateur ; qui reconnaît les efforts exceptionnels des communautés autochtones pour réduire la pauvreté, grâce à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité ; et ainsi apporter des contributions locales à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Priorités et principes d'action en Côte d'Ivoire

Présent en Côte d'Ivoire depuis 1961, le PNUD inscrit son action dans le Plan Cadre des Nations unies pour l'aide au développement de la Côte d'Ivoire (UNDAF), lui-même aligné sur les priorités nationales de développement. Il s'agit d'un cadre programmatique, adossé au Plan National de Développement, à partir duquel sont élaborés les programmes de chacune des agences du système des Nations Unies.

► Appui à la mise en œuvre de la planification stratégique intégrant les ODD

► Renforcement des Institutions républicaines et soutenir le contrôle démocratique, de l'action publique et de la participation citoyenne

► Renforcement de l'accès aux services de justice et à la confiance aux services sécuritaires communautaires

► Prévention, gestion pacifique des conflits et réconciliation nationale

► Développement de réseaux d'énergie renouvelable pour les communautés défavorables

► Sensibilisation des acteurs agricoles et forestiers à l'adoption de pratique de production et de gestion durable

► Développement de l'entreprena-

riat des couches les plus défavorisées par le financement d'activités génératrices de revenus

Le PNUD travaille en Côte d'Ivoire à l'inclusion des acteurs étatiques et non étatiques, notamment les jeunes et les femmes, dans les processus de mise en œuvre de développement. Cette démarche est également guidée par des réponses concrètes à la réduction des inégalités aux plans économique, social et environnemental. En Côte d'Ivoire, le PNUD accompagne le Gouvernement sur la base d'un cadre de coopération qu'est le Programme pays, CPD (Country Programme Development).

Après la crise post-électorale de 2011, il est apparu nécessaire d'aligner les interventions du PNUD sur les nouvelles priorités du Plan national de développement (PND), dont la Côte d'Ivoire s'est doté. Ainsi, les interventions du Bureau du PNUD s'inscrivent désormais, autour de deux principaux piliers que sont la gouvernance démocratique et la lutte contre la pauvreté les questions de prévention des crises et de relèvement, ainsi que les défis environnementaux et du développement durable. La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes fait partie intégrante de la vision du développement du PNUD

Côte d'Ivoire pour un développement humain durable. Les activités de promotion du genre sont développées tant au niveau des programmes que des opérations et unités de support.

Le Bureau Côte d'Ivoire s'est inscrit dans l'exercice Corporate du GenderEqualitySeal, processus de certification qui atteste de l'engagement et des performances du Bureau en la matière et destiné à promouvoir l'égalité entre les sexes. Au niveau national, des appuis ont été apportés pour la formulation de la politique nationale du genre, de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre. Le PNUD Côte d'Ivoire assiste également l'Etat dans le processus de réflexion sur la budgétisation sensible au genre et d'atteinte de la parité aux instances électives et nominatives. La participation des femmes à la vie politique et aux élections est promue et un soutien pour l'autonomisation économique des femmes, à travers les activités génératrices de revenus, est apporté. Le PNUD contribue également aux efforts du Gouvernement dans la prise en compte de la question du Genre au niveau de la Réforme du secteur de sécurité (RSS), notamment avec la mise en place de GenderDesks (Unités Genre) au sein des commissariats et gendarmeries de Côte d'Ivoire.



COVID 19



LA COVID 19 EN CÔTE D'IVOIRE

TOUT A COMMENCÉ À ABIDJAN...

Depuis le 11 mars 2020, date du premier cas confirmé de la Covid-19, la Côte d'Ivoire compte plus de 19 000 cas confirmés*. Au début de l'épidémie pourtant, les premiers chiffres enregistrés étaient de 2000 personnes contaminées. Selon le ministère ivoirien de la Santé et de l'Hygiène Publique, environ la moitié de ces 2000 personnes étaient guéries et 27 étaient décédées, des suites de la maladie. Des chiffres qui tou-

tefois pouvaient, en réalité, être plus élevés, si le nombre de tests pratiqués augmentait ! Le bilan journalier affichait alors 500 tests réalisés en moyenne, avec un taux de positivité de 8% en moyenne dès la deuxième quinzaine du mois d'avril 2020. Quant aux patients admis aux soins intensifs, le bilan n'était pas encore rendu public.

La capitale économique, Abidjan, reste l'épicentre de l'épidémie ; et la quasi-totalité des communes est touchée. Durant les trois se-

maines qui ont suivi le début de cette épidémie, aucun cas de la Covid-19 n'avait été enregistré à l'intérieur du pays. Face au nombre croissant des cas, le gouvernement ivoirien a adopté un Plan de riposte sanitaire de \$US 158 millions (95 milliards 880 millions de FCFA), en complément des mesures barrières prises pour briser la chaîne de transmission de la maladie. Un comité de veille sanitaire a été mis en place pour assurer la surveillance épidémiologique et coordonner les opérations

sanitaires liées à la Covid-19. Dans l'optique d'atteindre 1000 tests de dépistage par jour, la Côte d'Ivoire a entamé l'ouverture progressive, en commençant par Abidjan, des centres de dépistage volontaire, dont 45 sont prévus sur l'ensemble du territoire national. Le mode opératoire pour isoler les cas suspects, a aussi été renforcé depuis l'incident survenu sur le site principal de mise en quarantaine, aménagé à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS). La sensibilisation Grand public ainsi

que la communication pour le changement de comportement s'intensifiant. Des équipements de protection ont été distribués au personnel soignant et du matériel adéquat a été fourni aux établissements de santé.

Craignant de voir les services submergés par une augmentation du nombre de cas, le gouvernement ivoirien s'est attelé à déployer des unités d'hospitalisation et de soins intensifs. En plus du Service des Maladies Infectieuses et Tropicales du CHU de Treichville, cinq sites ont été construits à Abidjan (CHUs de Yopougon et de Cocody, Hôpital Général d'Anyama, Hôpital Militaire d'Abidjan et Palais des Sports de Treichville) ; ce qui permettra au pays d'accroître sa capacité de 763 lits d'hospitalisation, dont 76 lits de réanimation.

Le Bureau Pays Côte d'Ivoire a initié un projet, d'un coût global de deux millions de dollars américains pour accompagner la riposte nationale à cette pandémie. Ce projet est aligné sur l'offre du programme global Covid-19 du PNUD. Le renforcement de la résilience du système de santé et le maintien de la continuité des activités de l'État dans l'offre de services, la promotion d'une gestion inclusive et intégrée de la crise et de la réponse multisectorielle, et l'appui à la réponse à l'impact socio-économique de la Covid-19, sont les principaux domaines d'appui de cette initiative du PNUD en Côte d'Ivoire. Le projet adresse aussi les questions de violences domestiques sexuelles et de pédo-criminalité, ainsi que le relèvement socioéconomique précoce des populations les plus affectées et des couches les plus vulnérables.

La Côte d'Ivoire, à l'épreuve du coronavirus. La capitale économique, Abidjan, l'épicentre de l'épidémie



Dès les premiers jours, le plan de riposte nationale a été activé. Un exemple avec la désinfection des rues de Cocody.



Désinfecter les rues de la ville, c'est garantir une meilleure hygiène pour réduire les risques de contamination.

***IMPACTS ET EFFETS
AU PLAN ECONOMIQUE
ET SOCIAL***





La planète Terre sens dessus dessous

Le monde entier est tout retourné depuis la fin de l'année 2019. Ni gigantisme hégémonie technique ou technologique, tous les pays de la planète ont été mis sur un pied d'égalité par un minuscule virus appelé Covid-19, une forme nouvelle de coronavirus qui a pris sa source en Chine.

18 Les morts se sont succédé

en cascade après des flambées épidémiologiques, sans doute jamais enregistrées depuis «l'hécatombe» causée par la grippe au début du 20e siècle. Les pays hyper développés sont réduits à leur plus simple expression. Au mépris de leur grade ! Ce sont des pays qui ne comptent pas qui ont occupé le devant de la scène, à l'instar de Madagascar qui s'est fendu d'un produit soi-disant miracle, censé prévenir et

guérir la maladie.

Le miracle espéré ne s'est pas produit non plus dans plusieurs autres pays africains, dont les chercheurs s'étaient proclamés dépositaires de l'inspiration divine de l'heure.

Avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) gardienne d'une démarche scientifique rigoureuse, les incompréhensions ont été

parfois tendues, marquées par des relents de chauvinisme malicieusement entretenus. Que de polémiques donc !

En France, le désormais célèbre professeur Didier Raoult s'était fait le chantre, dès les premières heures, de l'artémisinine, comme un remède efficace et imparable, sans cependant rencontrer l'adhésion de la communauté scientifique, au grand

dam des Africains, acquis à ses démonstrations.

Cette situation confuse a entraîné une course effrénée à la recherche de vaccins à travers le monde. Grande-Bretagne, Etats-Unis d'Amérique, Chine, France, Russie... ont mis le turbo dans leurs laboratoires de recherches.

En attendant le jour plus ou moins lointain où cet espoir sera comblé, force est de constater que les stratégies de lutte contre la pandémie ont été multiformes, confuses et souvent discutables. Entre confinement et observance de mesures dites barrières, prônés et adoptés par la large majorité des dirigeants du monde,



certains pays ont carrément voué aux gémonies ces stratégies. C'est le cas de la Suède. En effet, tantôt critiqué, tantôt cité en exemple, le modèle suédois de gestion de l'épidémie fait parler de lui. Ce pays qui a refusé le confinement, avec ses terrasses pleines et ses écoles ouvertes, enregistré au 14 mai dernier 2020, 4,5 morts par jour par million d'habitants ; soit 10 fois plus que le Danemark et 20 plus que la Finlande, ses deux proches voisins.

Au milieu du mois de septembre 2020, le virus a déjà causé un million à travers la planète. Et le décompte macabre n'est, manifestement, pas terminé...car la maladie continue de sévir, partout.

CÔTE D'IVOIRE

LES EFFETS DÉVASTATEURS DE LA COVID-19

Les politiques de développement et la vie économique et sociale de la Côte d'Ivoire durement frappées. Tous les secteurs clés sont touchés.

« Nous sommes tous endeuillés par cette pandémie de la Covid-19 qui nous impose aujourd'hui l'organisation des assemblées annuelles par visioconférence (...) La crise a durement frappé l'économie de la Côte d'Ivoire. Les secteurs clés sont touchés. Notamment les exportations agricoles, les secteurs du bâtiment et des travaux publics, du tourisme, du commerce, de l'hôtellerie, la restauration, du transport, etc. Selon les données actuelles, la croissance économique de la Côte d'Ivoire s'établira, cette année, à 1,8% contre 5,2% initialement prévu. Après un taux de croissance annuel moyen d'environ 8% au cours de la période 2012-2019 », a déploré le Président de la République, Alassane Ouattara, le 26 août dernier, lors d'une rencontre virtuelle, pour cadrer avec le contexte actuel.

Présidant l'ouverture des travaux des 55èmes Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), couplées à la 46ème édition des Assemblées annuelles du Fonds africain de développement (FAD), le Président de la République

de Côte d'Ivoire n'a pas caché les effets dramatiques de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie nationale !

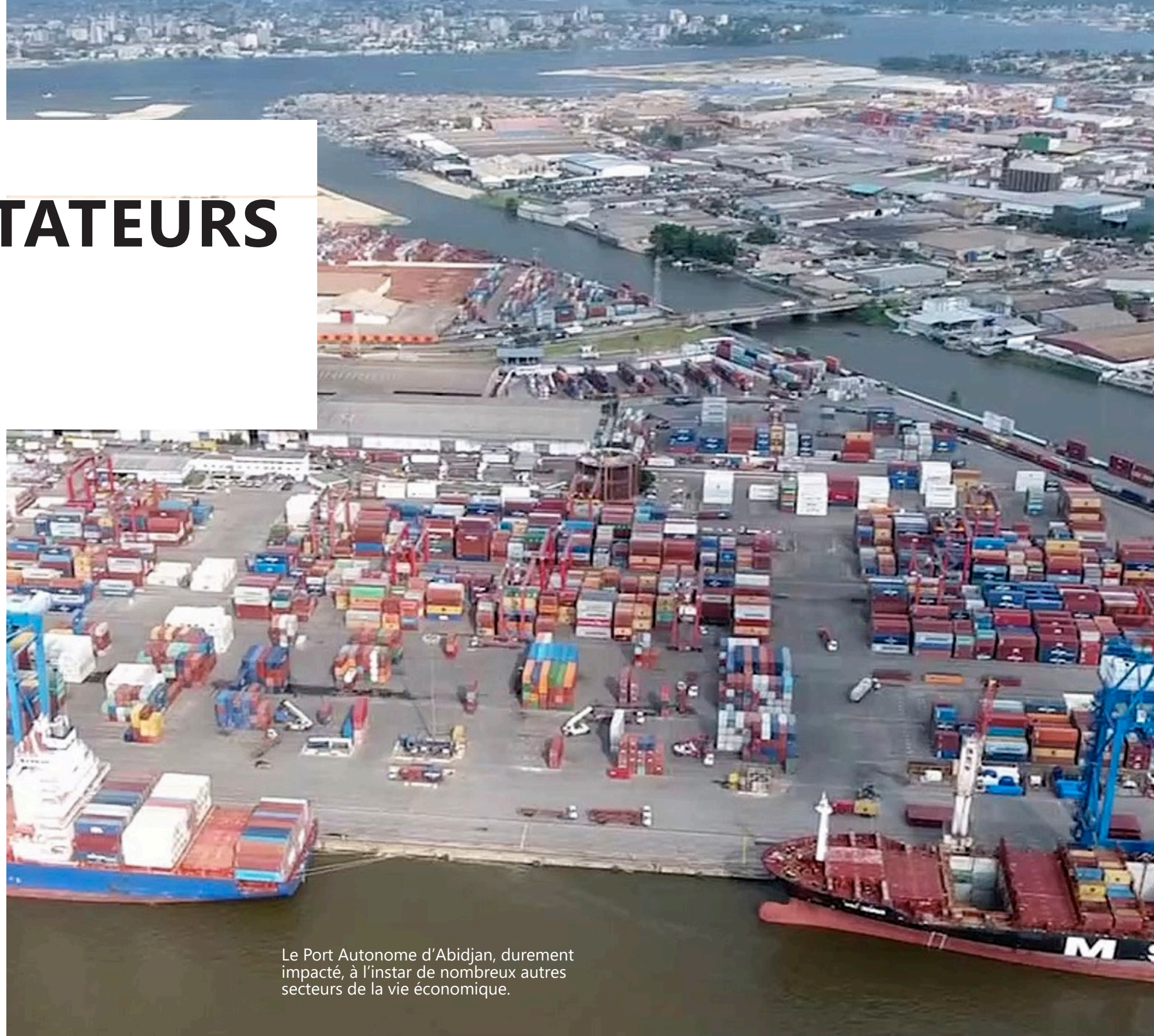
En effet, le monde est ébranlé dans tous ses fondements, depuis la fin de l'année dernière, marquée par la survenue de la pandémie de la Covid-2019. Conséquence : tous les pays du monde connaissent une forte baisse de la croissance économique du fait de la fermeture des frontières, de l'arrêt ou de la baisse de l'activité économique et du commerce, de la persistance de la maladie, avec son corollaire de morts, y compris dans les pays développés.

Aujourd'hui, il est question, non seulement de s'adapter au nouveau contexte pour vivre avec la maladie en même temps qu'on la combat, mais aussi de se réinventer et de réinventer certains modes de production et de fonctionnement notamment en intégrant le télétravail. Selon les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) actualisées en juin 2020, le Fonds monétaire international (FMI) constate que « pour la première fois, toutes les

régions sont en récession », estimant ce taux à - 4,9%. « La pandémie de la COVID-19 a eu un impact négatif plus important que prévu sur l'activité au cours du premier semestre 2020, et la reprise devrait être plus progressive que ce à quoi on s'attendait. Que peuvent faire les pays ? » révèle les PEM du 24 juin 2020. *

Quant au Président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, après sa réélection à l'unanimité des 81 pays membres, le 27 août dernier, au terme des deux jours des Assemblées annuelles 2020, il a donné, lors de son discours de clôture, une idée précise des enjeux de son second mandat et des défis qui attendent le continent. Extrait : « Nous avons discuté de la manière dont la Banque aidera l'Afrique à se remettre des effets de la pandémie de COVID-19, pour devenir meilleure et plus forte. Nous avons discuté de la manière dont nous pouvons renforcer davantage notre institution et approfondir nos systèmes de gouvernance et de responsabilité. Nous avons abordé de nombreux autres sujets - ... l'intégration régio-

nale et le commerce, le climat, le genre, les jeunes, les emplois et la soutenabilité de la dette - et la façon dont nous pouvons mettre l'accent sur des infrastructures de soins de santé de qualité afin de renforcer la résilience économique de l'Afrique. Nous avons discuté



Le Port Autonome d'Abidjan, durement impacté, à l'instar de nombreux autres secteurs de la vie économique.

de la manière de parvenir à la viabilité financière à long terme de la Banque. »

Tout naturellement, la réversion à la baisse du taux de croissance a un impact sur des programmes et projets de développements, sur l'ac-

tivité économique, le monde du travail, la cohésion sociale puisque le nombre de personnes pauvres s'en trouve augmenté.

Il n'est pas superflu de dire que la Covid-19 a été un révélateur de la faiblesse du

système sanitaire de la Côte d'Ivoire. D'où la nécessité d'orienter davantage d'investissement dans ce secteur social, dont la bonne tenue commande la vie des autres secteurs d'activités et donc le développement du pays..

*(Cf. www.imf.org/fr/Publications/WEO)
*Rapport sur l'évaluation de l'impact socio-économique du Covid (Ministère du Plan et du Développement/ INS/PNUD).

Le secteur formel lourdement impacté

La Covid-19 a sévèrement impacté la vie économique et sociale des entreprises et des populations ivoiriennes. En d'autres termes, la pandémie du coronavirus a été durement ressentie par toutes les couches sociales. C'est ce qui ressort de trois études réalisées par des structures spécialisées au plus fort de la crise sanitaire, au 2ème trimestre 2020, précisément en avril, soit un mois après l'apparition du premier cas de la Covid-19 en Côte d'Ivoire. Trois rapports finaux ont été produits en mai 2020 à cet effet et présentés aux autorités nationales et acteurs économiques.

LES PME, LES PLUS TOUCHÉES

La première étude intitulée « Mesure de l'impact socio-économique de la Covid-19 sur les conditions de vie des ménages en Côte d'Ivoire » a été réalisée à la demande du ministère du Plan et du Développement, par l'Institut national de la statistique (INS) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avec l'appui technique du Groupe de la Banque mondiale et du Bureau international du travail (BIT). La deuxième porte sur « Évaluation de l'impact de la Covid-19 sur l'activité des entreprises du secteur formel en Côte d'Ivoire » (INS/PNUD). Quant à la troisième étude, elle a trait à « Évaluation de l'impact de la Covid-19 sur le secteur informel » (INS / PNUD).

En décembre 2019, l'apparition des premiers cas de coronavirus dans la ville de Wuhan et son augmentation ont fait de la Chine l'épicentre de la maladie qui s'est très rapidement propagée hors de la Chine. Désormais appelée Covid-19, la maladie sera déclarée le 11 mars 2020 sous le vocable de « pandémie » par le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) parce que partie d'Asie, la maladie a vite atteint le reste du monde (Europe, puis l'Amérique, l'Océanie et l'Afrique). En somme, les cinq continents. C'est le 11 mars 2020 que la Côte d'Ivoire confirme son premier cas de coronavirus. À l'instar des autres pays du monde, le gouvernement a décrété un ensemble de mesures pour freiner la propagation de la maladie et prendre en charge les cas suspects et déclarés : confinement progressif, fermeture des frontières, établissements scolaires, maquis, bars, restaurants, instauration d'un

couvre-feu.

Ces mesures de confinement, combinées avec le contexte international de restrictions des échanges commerciaux, consécutivement à la fermeture des frontières, ont des répercussions énormes au plan économique et social. D'autant que l'économie africaine est très dépendante des exportations de matières premières. Il va de soi que le marché de l'emploi, qui était caractérisé par une prépondérance de l'emploi informel et indépendant, en ressent des effets.

Aussi, le gouvernement ivoirien et ses partenaires techniques et financiers ont-ils décidé d'évaluer l'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 en Côte d'Ivoire sur les revenus et la consommation

ont été réalisés par l'Institut National de la Statistique (INS) avec l'appui technique des experts du PNUD. Un échantillon de 310 entreprises stratifié selon le secteur d'activité et la taille des entreprises (Grandes entreprises et Petites et moyennes entreprises) a été retenu pour les opérations de collecte à partir de la base des données financières (BDF 2017), composée de 30 000 entreprises du secteur formel (...)

Les principaux résultats de l'évaluation de l'impact de la pandémie se résument comme suit : près de 16 entreprises sur 100 ont fermé leurs points de ventes ou établissements. 42,6% des entreprises du secteur formel ont déclaré avoir temporairement suspendu leurs acti-

grandes entreprises ; la mesure qui impacte très négativement la performance des entreprises est l'isolement du Grand Abidjan.

Des mesures qui provoquent de nombreuses pertes de marchés et d'emplois, avec un accroissement de la paupérisation de nombreux ménages. Surtout qu'en plus de la prise de plusieurs mesures de restriction, depuis le 23 mars 2020, le Chef de l'Etat a institué des mesures plus renforcées portant sur l'instauration d'un couvre-feu de 21h à 5h du matin, la fermeture des frontières, l'interdiction de déplacement entre Abidjan et les villes de l'intérieur, la fermeture de tous les établissements scolaires et de restauration, etc.

Les mesures d'accompagnement des entreprises présentées dans le Plan de riposte du Gouvernement ont été bien accueillies par les populations dont les principales attentes sont, entre autres :

Des mesures qui provoquent de nombreuses pertes de marchés et d'emplois, avec un accroissement de la paupérisation de nombreux ménages

des ménages. L'étude, menée par l'Institut National de la Statistique (INS) permet de « disposer de statistiques exhaustives et fiables pouvant permettre une évaluation de l'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 sur les activités des entreprises formelles en vue d'envisager des mesures d'accompagnement adéquates de résilience et de relance post-crise ».

Les entreprises du secteur formel représentent l'appareil productif en termes de création de richesse et emploient près de 900 000 (CNPS 2020) salariés. Des travaux d'analyse et une enquête auprès des entreprises

modernes sur 3 ont vu leurs activités réduites (63,3%). Les variables économiques telles que le chiffre d'affaires, la production, l'investissement et l'emploi ont enregistré une baisse dans l'ensemble pour tout le secteur formel ; la destruction temporaire de 22 962 emplois au cours du mois d'avril et une projection de 131 678 pertes d'emplois est faite pour fin décembre 2020 ; la baisse de l'activité économique annuelle de 26,2% par rapport à une année normale ; les Petites et moyennes entreprises (PME) sont beaucoup plus affectées par les effets pervers de la pandémie que les

- ▶ Rendre opérationnelles les mesures de soutien aux entreprises dans un délai court ;
- ▶ Annuler la fiscalité et la parafiscalité des entreprises sur toute la période de la crise de la Covid-19 ;
- ▶ Approvisionner sans délai la Régie d'avance du remboursement des crédits de TVA ;
- ▶ Mettre en place une politique d'économie d'impôt pour le soutien des banques ;
- ▶ Mettre en place un dispositif de distribution gratuite des masques et gels aux entreprises sur toute la période de la crise de la Covid-19 ;
- ▶ Faire un confinement total de la ville d'Abidjan pour une réponse rapide à la crise sanitaire ;
- ▶ Réduire les tarifs d'importation des biens et services pendant la période post-crise Covid-19.

LES MÉNAGES DUREMENT FRAPPÉS

Des populations très préoccupées par la maladie et la perte des emplois. Au 30 avril 2020, 23% des chefs de ménage se sont retrouvés au chômage et 19,6% en situation d'inactivité. La majeure partie des populations était fortement préoccupée par la maladie et la perte des emplois ! La Covid-19 a eu dès le départ, des fortes répercussions sur les conditions de vie des ménages.

Si l'information sur la maladie de la Covid-19 était connue du grand public quelques semaines après qu'elle a pris une proportion fulgurante en Asie, en Europe et en Amérique, elle aurait été intensifiée à partir de la découverte, le 11 mars 2020, du premier cas en Côte d'Ivoire. Et davantage à la fin du mois, quand a été signalé le premier cas de

décès. Face à la propagation de la maladie, l'Etat ivoirien a adopté une série de mesures pour la freiner ; avec l'appui des partenaires techniques et financiers.

De même qu'il cherche à protéger la population, de même l'Etat se doit de se préoccuper des contraintes qu'engendrent ces mesures. La majorité des ménages souffrent, en effet, de l'im-

pect négatif de la pandémie sur leurs activités, toutes branches confondues. Selon l'enquête menée par l'INS avec le soutien du PNUD, les chefs de ménage considèrent que «l'arrêt des activités, l'absence de clients ou la réduction de la main-d'œuvre sont les principaux canaux par lesquels la Covid-19 impacterait leurs activités. Toutefois, près d'un ménage sur 10 ne verra pas

son activité ralentie du fait de la Covid-19».

Les résultats de l'étude intitulée Mesure de l'impact socio-économique de la Covid-19 sur les conditions de vie des ménages en Côte d'Ivoire et publiée en mai 2020, relève qu'il a un impact modéré sur la consommation alimentaire et non alimentaire des ménages. Moins de 20% des ménages

interrogés ont vu leurs dépenses de consommation alimentaire ou non alimentaire diminuées. Pour atténuer sinon s'adapter au choc, beaucoup de ménages ajustent plus leurs dépenses non alimentaires pour tenir compte de la baisse de leurs revenus. Au niveau des salariés, plus de la moitié des ménages dont le chef travaille dans la couture, le commerce, l'agriculture, l'élevage, la pêche, la restauration, l'hôtellerie et le transport ont vu leur revenu baissé. Toutefois, pour la majeure partie des individus travaillant dans les branches d'activités des services, de la construction et des industries, électricité et eau, les revenus restent inchangés. Pour les particuliers (ceux qui travaillent à leur propre compte), la crise sanitaire a impacté l'ensemble des

branches d'activités.

Information sur la maladie

La très grande majorité des populations est informée de l'existence de la pandémie grâce aux canaux traditionnels d'informations que sont la télévision et la radio. Environ trois ménages sur quatre (73,4 %) ont été informés de l'existence de la Covid-19 grâce à la télévision, tandis que 14,7% ont accédé à cette information par le canal de la radio. Une tendance positive puisque la diffusion de fausses informations (fake news) sur les réseaux sociaux créait le trouble dans les esprits.

Inquiétudes face à la maladie

L'inquiétude des ménages face à la Covid-19 est très

grande. Environ 90% des chefs de ménage en sont préoccupés. Et, sept ménages sur dix, soit 67,3%, se disent « très préoccupés » quand 22,7% sont « assez préoccupés » pour leur propre état de santé. Dans la foulée, 69,7 % des chefs de ménages sont également inquiets pour leurs proches et 20,7% se disent respectivement «très préoccupés» et «assez préoccupés», affirment les enquêteurs*.

Répercussion de la Covid-19 sur les conditions de vie des ménages

L'enquête de l'Institut National de la Statistique (INS) a révélé un impact sur la dynamique du marché du travail. En effet, en comparant le statut d'activité des chefs de ménage en avril 2020,

c'est-à-dire un mois après la survenance du premier cas confirmé de la Covid-19 en Côte d'Ivoire, à celui de 2018, il a été constaté, d'une part, un décroissement important d'actifs occupés, et d'autre part, un accroissement massif d'individus en situation de sans emploi et inactifs. En 2018 et sur l'ensemble du pays, 84,9% des chefs de ménage étaient en emploi, contre 4,3% au chômage, et 10,8% en inactivité. Au 30 avril 2020, seulement 57,5% des chefs de ménage sont en emploi, contre 23% au chômage et 19,6% en situation d'inactivité*.

* (Cf. www.imf.org/fr/Publications/WEO)
* Rapport sur l'évaluation de l'impact socio-économique du Covid (Ministère du Plan et du Développement/ INS/PNUD).

Les marchés, qui habituellement ne d'emplissaient pas, car bondés de mondes, sont maintenant peu fréquentés, chômage oblige et poches vides.

***APPUIS ET
STRATEGIES***



Le PNUD, en première ligne



L'INSTITUTION APPUIE ET RENFORCE SIGNIFICATIVEMENT LE SYSTÈME NATIONAL DE SANTÉ

Le 1er juillet dernier, la Représentante résidente du PNUD en Côte d'Ivoire, Carol Flore-Smerezniak, a échangé avec le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Eugène Aka Aouélé. Les échanges ont porté sur l'appui du PNUD à la riposte nationale à la pandémie de la Covid-19. Une entrevue très fructueuse, puisque l'appui qu'a promis alors d'apporter le PNUD s'est révélé significatif : des ambulances, des respirateurs, des masques chirurgicaux ainsi que de protection respiratoire... pour mieux accompagner les services médicaux d'urgence et le déploiement des unités de prise en charge et de soins intensifs au niveau national

Covid-19 oblige, c'est en visioconférence que les deux personnalités, entourées de leurs proches collaborateurs, ont échangé. Depuis le début de l'épidémie de la Covid-19 en Côte d'Ivoire, le 11 mars dernier, près de 20 000 personnes ont été contaminées, plus de 18 000 d'entre elles en sont guéries et une bonne centaine sont décédées, selon les rapports réguliers du CNS, le Conseil National de Sécurité, organe d'information sur la Covid-19, créé par le ministère en charge de la santé.

Les chiffres montrent que la Covid-19 touche plus les hommes (sexe ratio de 1,6) et les personnes de plus de 20 ans. La capitale économique, Abidjan, épiscentre de la propagation du virus, enregistre 95% des cas notifiés et la quasi-totalité de ses communes sont touchées. Depuis le mois de juin dernier, la circulation du virus a été de plus en plus rapide et importante, avec des taux de positivité en forte progression, se situant entre 17 et 41%

Pour adresser ce défi, un Plan national de riposte sanitaire d'un montant de 95 milliards 880 millions de francs CFA a été adopté. Le gouvernement a aussi pris des mesures d'urgence à travers un Plan de soutien économique, social et humanitaire de 1,700 milliard de francs CFA, pour atténuer l'impact de la crise sur les populations les plus défavorisées et les acteurs économiques, y compris les jeunes et les femmes, en complément de celles adoptées pour briser la chaîne de transmission de la maladie, assurer le dépistage et la prise en charge des malades. La mise en œuvre effective de ces mesures passant par le renforcement

des capacités nationales en matière de prévention et de prise en charge des cas, le PNUD s'y est associé volontiers.

Durant leurs échanges, le ministre Aka Aouélé n'a pas manqué de féliciter le Comité de veille sanitaire mis sur pied pour la circonstance et dont il assure d'ailleurs la présidence. Les efforts déployés pour briser la chaîne de transmission de la maladie ont été remarquables, a-t-il indiqué.

Le PNUD, de son côté, a contribué significativement au renforcement du système de santé, à travers des acquisitions de matériels et d'équipements. En offrant quatre ambulances, 13 respirateurs, 11 800 masques de protection respiratoire individuels de type FFP2* et 80 000 masques chirurgicaux,

afin d'accompagner les services médicaux d'urgence et le déploiement des unités de prise en charge et de soins intensifs.

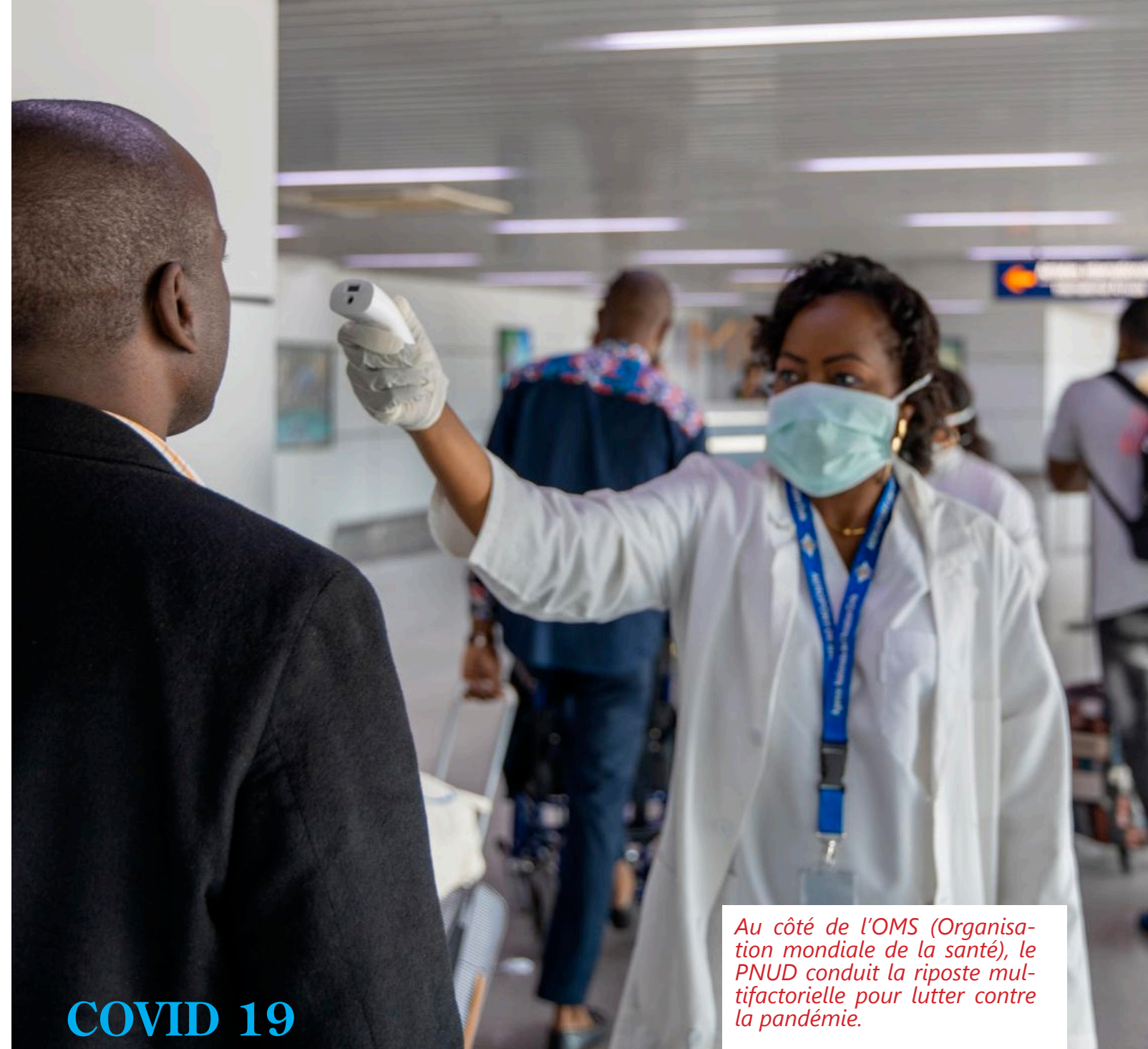
L'ensemble des partenaires au développement apportent leur appui au gouvernement ivoirien dans cette lutte, les agences du système des Nations Unies notamment, qui ont activé la phase 3 du Plan de contingence inter-agences pour une réponse en urgence. Le Bureau pays a aussi initié un projet d'« Appui à la riposte nationale pour la stabilisation socio-économique ». D'un coût global de deux millions de dollars américains, il se décline en trois composantes : l'appui au renforcement de la résilience du système de santé et au maintien de la continuité des activités de l'État dans l'offre des services sociaux

de base ; la promotion d'une gestion inclusive et intégrée de la crise et de la réponse multifactorielle ; l'appui à la réponse à l'impact socio-économique de la Covid-19.

Le PNUD, à travers son laboratoire d'accélération (AccLab) favorise, en outre, l'exploration de nouvelles idées et de tendances novatrices, avec un accent particulier qui est mis sur la promotion de la recherche opérationnelle pour le développement de nouveaux produits et outils, la mutualisation des solutions innovantes de prévention et de prise en charge de la Covid-19. Cette entité travaille en étroite collaboration avec le Cabinet du Premier ministre et divers ministères techniques, dont bien évidemment celui de la Santé et de l'Hygiène publique.



Le ministère ivoirien de la Santé et de l'Hygiène publique et le Bureau Pays du PNUD Côte d'Ivoire, partenaires dans la lutte contre la pandémie



COVID 19

Au côté de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), le PNUD conduit la riposte multifactorielle pour lutter contre la pandémie.

A L'ÉPREUVE DE LA PANDÉMIE

Identifié pour la première fois en 2019 à Wuhan, en Chine, le coronavirus ou la Covid-19 s'est vite répandu(e) à travers le monde entier ; d'où le nom de pandémie. En plus de causer des centaines de milliers de morts et des dizaines de millions de personnes atteintes sur la planète, la Covid-19 a sérieusement impacté l'économie mondiale, car aucun pays n'y a échappé. De plus, les violences ont été exacerbées dans les manages.

bées dans les manages.

Le lundi 16 mars 2020, se réunissait le Conseil National de Sécurité (CNS) sous la présidence du Chef de l'État, SEM Alassane Ouattara.

A l'issue de cette réunion, des mesures ont été adoptées, dans le but de lutter contre la propagation de la maladie à coronavirus. Dans la foulée, le gouvernement dévoilait un important plan de riposte Covid, afin

de contenir l'impact de cette pandémie sur l'environnement socioéconomique de la Côte d'Ivoire. Au côté de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), le PNUD conduit la riposte multifactorielle pour lutter contre la pandémie. C'est dans cette dynamique que s'inscrit le Bureau local, en accompagnant l'État ivoirien.

Ce plan de riposte est composé de dons en matériel

médical, de véhicules de mobilité et d'évacuation d'urgence, ainsi que de stratégie d'information et de sensibilisation. Puisque le PNUD a appuyé le plan de communication par le financement de campagnes d'affichage et d'autres dispositifs de communication publicitaire contre la pandémie, notamment dans la commune de Cocody et dans de grandes villes de l'intérieur telles que Daloa, Man, Duékoué, Toulepleu et San Pédro.

Nouveau virus, nouveau comportement


Depuis le début de la pandémie à coronavirus, le PNUD a initié un projet d'appui à la riposte nationale à la Covid-19, pour la stabilisation socio-économique du pays. Aligné sur l'offre globale Covid-19 du PNUD et le Plan national de réponse du gouvernement ivoirien, ce projet est décliné sous trois composantes : l'appui au renforcement de la résilience du système de santé et au maintien de la continuité des activités de l'État dans l'offre de services sociaux de base ; la promotion d'une gestion inclusive et intégrée de la crise et de la réponse multisectorielle et l'appui à la réponse à l'impact socio-économique de la maladie.

Par ailleurs, afin de briser la chaîne de contamination au niveau communautaire et pour que les populations changent leur comportement, le PNUD met aussi l'accent sur la prise en charge des cas de la Covid-19 et de violence domestique, le relèvement socioéconomique précoce des couches les plus vulnérables, ainsi que le renforcement de l'information, de l'éducation et de la communication.

Quant aux opérations de désinfection, elles sont facilitées et moins risquées, grâce à trois produits innovants Made in Côte d'Ivoire conçues par des

jeunes. Il s'agit d'abord de drones de désinfection des espaces publics, tels que les marchés et les gares routières. Ensuite, de robots de désinfection dotés d'intelligence artificielle, pour renforcer et faciliter le travail de désinfection des foyers contaminés par les agents de l'Institut national d'hygiène publique. Enfin, d'un tunnel de désinfection, en un temps record, associé à la prise de température, pour assurer la détection des cas et la sécurité des personnes à l'entrée des espaces publics.

Pour les situations de prise de température présentant des risques, ces jeunes, avec l'appui du PNUD, ont créé des drones thermiques pour dénombrier et prendre la température de plusieurs personnes à la fois dans un espace donné, avec des précisions permettant la prise en charge rapide. Plusieurs cas de violences faites aux femmes et aux filles ayant été enregistrés pendant la crise, la solution proposée par une jeune start-up de fabriquer sur place des bracelets électroniques connectés aux commissariats et services de santé a été jugée pertinente et a naturellement bénéficié de l'appui du PNUD. En outre, le PNUD a remis du matériel de protection aux deux Centres hospitaliers universitaires (CHU) et aux huit centres de santé de proximité de la commune de Cocody.



Se laver régulièrement les mains à l'eau coulante et au savon, une des mesures barrières pour lutter efficacement contre le coronavirus.

Le plan de riposte nationale

LUTTE CONTRE LA COVID 19

CONTRIBUTIONS NOTABLES DU PNUD

On peut l'affirmer avec certitude : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) n'est pas resté en marge de la lutte contre le Covid-19 en Côte d'Ivoire. L'agence du Système de l'ONU a, pour ainsi dire, pris une part active au Plan de riposte des autorités politiques et administra-

tives ivoiriennes contre la pandémie.

Il a apporté des contributions qui ont permis, entre autres bénéfiques, de mettre en place un laboratoire de fabrication du matériel et des produits médicaux d'origine ivoirienne. Un partenariat a été établi avec l'Institut de recherche de l'INP-HB* dans le cadre des initiatives Acclab du PNUD.

Cela, dans l'optique de promouvoir des solutions locales, en assurant la fourniture des outils de production et en rendant les produits conformes aux normes de sécurité.

Les appuis du PNUD ont aussi porté sur la promotion de la gestion inclusive et intégrée de la crise sanitaire, ainsi que la réponse multifactorielle qui convient. Ce volet de son intervention a consisté en une assistance technique apportée au Secrétariat du Comité de suivi opérationnel du

Plan de riposte contre la pandémie (CSOCOVID-19). Pour ce faire, deux experts ont été mis à la disposition de cet organe, en vue d'accroître ses capacités de coordination et renforcer le dispositif de collecte et d'analyse des données, afin de faciliter la prise des décisions.

En plus de solutions innovantes à appliquer contre la propagation du virus, des accords de partenariat relevant des initiatives AccLab ont été également signés avec des start-up. Et

cela en vue de créer une plateforme digitale intégrée de gestion de l'information, de fabriquer des prototypes de drones, de pulvérisation de tunnels, de robots pour la désinfection des espaces contaminés..., tout en prenant appui sur l'intelligence artificielle.

*INP-HB : Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny/Etablissement de formation supérieure à Yamoussoukro, Côte d'Ivoire

La police nationale, plus mobile, plus efficace

27 mai 2020. Contexte particulièrement difficile du fait de l'épidémie de la Covid 19. Cependant, face à cette pandémie qui menace la planète, les autorités ivoiriennes ont mis en place un plan de riposte sanitaire et un plan de riposte socio-économique pour juguler les effets de cette crise et renforcer la résilience des populations. Cet engagement, salué et soutenu par la Communauté des partenaires techniques et financiers présents en Côte d'Ivoire, a conduit le PNUD à soutenir à son tour, les efforts du Gouvernement.

Sur le plan sécuritaire, les mesures sanitaires prises par le Gouvernement ont fortement mis à l'épreuve les actions des Comités Consultatifs d'Éthique, symboles de l'engagement réussi de la Police Nationale sur les sentiers du rapprochement police-populations, et de la police de proximité. A travers le monde, l'État d'urgence sanitaire et les mesures de confinement ont occasionné une recrudescence des VBG. En Côte d'Ivoire, le phénomène des VBG connaît une recrudescence particulière dans le contexte actuel de la Covid-19. En l'absence de données chiffrées, il est difficile d'en mesurer objectivement l'ampleur. Mais les témoignages anecdotiques dans les médias montrent bien que ce phénomène persiste et qu'un renforcement des

interventions de lutte contre ce fléau s'impose.

Dans ce contexte, le rôle de la police est primordial. Premier maillon de la chaîne de réponse multisectorielle du gouvernement ivoirien, la police doit marquer une présence plus soutenue auprès des populations. Avec une meilleure mobilité, la police pourra être plus efficace. Le PNUD, accompagné de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale JICA, répondent à cette nécessité.

Cet appui, d'une valeur totale de 52 250 000 francs CFA, permettra de répondre aux défis d'interventions contre les Violences Basées sur le Genre, la pédo-criminalité, mais aussi de coordonner plus efficacement les opérations de sécurisation des élections d'octobre 2020.

Ces équipements ont été remis par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale, dans le cadre du Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de la Police Nationale, mis en œuvre par le PNUD. Cette initiative vise aussi à mettre en place un environnement pour consolider toutes les actions de formation, notamment par la valorisation des ressources humaines et la création d'un cadre adéquat de la formation en général, et de la formation continue en particulier.

Un centre d'appel renforcé



Dans le cadre de la communication gouvernementale mise en place pour lutter contre la pandémie de la Covid-19, et s'alignant sur l'offre globale mise à disposition dans le cadre du Plan de riposte du système des Nations-Unies et du gouvernement ivoirien, le PNUD s'est investi dans le renforcement du dispositif national de sensibilisation et d'information. Ainsi, le Centre d'appel installé par le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique a bénéficié d'un appui du PNUD, d'un montant de 50 millions de francs CFA afin de renforcer et d'accroître les capacités opérationnelles du Centre

143 et 125. Ce sont les deux numéros des deux lignes du centre d'appel, dont les capacités opérationnelles ont été renforcées par le PNUD. Ces deux lignes téléphoniques ne cessaient de crépiter, tant la fréquence

des appels augmentait, allongeant de ce fait le temps d'attente des populations en quête d'informations.

Grâce à l'appui du PNUD et afin d'assurer une bonne continuité du service, le Centre dispose à présent de dix nouveaux téléconseillers dont cinq femmes, de matériel informatique et de sensibilisation, d'équipements lourds, notamment un groupe électrogène et de produits d'hygiène. Selon Aicha Goin, la responsable du Centre d'appel, le personnel ne reçoit pas moins de 7000 appels entrants par jour, de toutes les localités du territoire national. Il traite et documente effectivement 1200 appels.

Le Centre fonctionne avec un effectif de 64 téléconseillers dont 34 femmes, répartis en quatre groupes de 16 personnes chacun, afin d'assurer le service tous les jours de la semaine, 24h/24.

Radios A bas les fake !

Grâce aux ressources financières du Fonds de consolidation de la paix des Nations unies (PBF), le PNUD a mené une vaste campagne de sensibilisation et procédé à une réallocation de certaines ressources planifiées, afin de mieux combler les besoins identifiés dans le Plan de riposte national Covid-19 du gouvernement ivoirien. S'appuyant sur l'Union des radios de proximité de Côte d'Ivoire, le PNUD, dès le début de la pandémie, a initié dans 39 localités à l'intérieur du pays, une campagne de sensibilisation de grande envergure (cinq millions de personnes) contre la propagation rapide du coronavirus.

A la mi-août 2020, la Côte d'Ivoire a franchi la barre des 17.000 cas positifs* tant à Abidjan que dans plusieurs localités du pays. Le PNUD, en capitalisant sur le modèle de son partenariat

réussi avec la commune de Cocody, appuie ainsi 39 localités du pays pour sensibiliser davantage les populations, à l'aide des radios de proximité.

Ce partenariat du PNUD-Union des radios de proximité de Côte d'Ivoire (URPCI) permet ainsi de mobiliser et d'impliquer ces canaux d'information dans la lutte contre l'épidémie de la Covid-19 à Abidjan et ailleurs. Dans cette période particulièrement difficile, la sensibilisation vise à mobiliser et davantage engager les communautés à briser la chaîne de contamination du virus, lutter contre les violences basées sur le genre, maintenir et renforcer la cohésion sociale.

Les messages d'information et de sensibilisation, les magazines et reportages, diffusés en langues locales et en français ont pour objectif de freiner

la prolifération et la circulation des fausses nouvelles (fake news) répandues sur les réseaux sociaux et au sein des communautés.

Cette campagne s'appuie sur 1000 spots et magazines ; ce qui, par ailleurs, mettra en exergue les droits de la femme et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ; et renforcer la résilience de populations. A l'initiative de l'Accelerator Lab, une Web radio conçue par une jeune start-up et incorporée à la plateforme digitale d'information a également été financée par le Bureau Pays.



COCODY, LA COMMUNE TEST

Lorsque le 5 avril 2020, la Représentante-résidente du PNUD à Abidjan, Carol Flore Smereczniak, rend une visite de courtoisie à Jean Marc Yacé, maire de la Commune de Cocody et par ailleurs vice-président de l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI), le geste est fort. La gratitude qu'éprouve alors le premier magistrat de cette cité, à l'endroit du PNUD, est immense.

Le but de cette visite est de passer en revue les différents chantiers du nouveau partenariat établi entre les deux entités, pour le renforcement communautaire de la lutte contre la Covid-19 à Cocody, l'une des communes d'Abidjan les plus affectées. Mais également de remettre un important matériel de protection pour les deux

Centres hospitaliers universitaires (CHU) et les huit centres de santé de proximité qu'abrite la commune. A cela, s'ajoutent l'appui au plan de sensibilisation Grand public et un dispositif local de prévention et de prise en charge des cas de violences sexuelles basées sur le genre et de protection des victimes d'agression sexuelle sur mineurs.

«Le Pnud, dira Carol Flore Smereczniak, vient d'approuver la demande de la commune de Cocody pour un soutien d'urgence de 43 millions de francs CFA pour le financement du Plan d'actions communal de sensibilisation et de lutte contre la Covid-19 ; un appui qui sera étendu à d'autres communes ainsi qu'à 10 localités de l'intérieur du pays», ajoutera la Représentante-résidente du PNUD Côte d'Ivoire.

Comment ne pas reconnaître combien cet événement était de haute portée sociale ! Pour Jean-Marc Yacé, l'occasion était belle à saisir pour présenter également les initiatives de jeunes entrepreneurs de sa cité, qui œuvrent à des solutions et qui créent des produits dans le domaine du «e-commerce», adaptés à la lutte contre la Covid-19, notamment par rapport à la restriction des déplacements.

Depuis le début de la pandémie à coronavirus, le PNUD a initié un projet d'appui à la riposte nationale à la Covid-19, pour la stabilisation socio-économique du pays. Aligné sur l'offre globale Covid-19 du PNUD et le Plan national de réponse du gouvernement ivoirien, ce projet est décliné sous trois composantes : l'appui au renforcement de la résilience du système de santé et au main-

tien de la continuité des activités de l'État dans l'offre de services sociaux de base ; la promotion d'une gestion inclusive et intégrée de la crise et de la réponse multisectorielle et l'appui à la réponse à l'impact socio-économique de la maladie.

Par ailleurs, afin de briser la chaîne de contamination au niveau communautaire et pour que les populations changent leur comportement, le PNUD met aussi l'accent sur la prise en charge des cas de la Covid-19 et de violence domestique, le relèvement socioéconomique précoce des couches les plus vulnérables, ainsi que le renforcement de l'information, de l'éducation et de la communication.



Jean-Marc Yacé, Maire de Cocody aux côtés de Carol Flore Smereczniak, Représentante Résidente du PNUD à Abidjan



Présentation de la maquette du centre de dépistage de la commune de Cocody



Les femmes, le PNUD et PAVIOS !

Le confinement fait exploser le nombre de violences domestiques

Le 12 juin 2020, au Centre PAVIOS, situé dans la commune d'Attécoubé, en présence de la ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, Ramata Ly-Bakayoko, de la secrétaire chargée des Droits de l'Homme, Aimée Zébéyoux, de la Présidente du Conseil national des Droits de l'Homme, Namizata Sangaré, de représentants des organisations de coopération et de la société civile, Carol Flore Smereczniak, Représentante Résidente du Bureau Pays du PNUD Côte d'Ivoire a procédé à la cérémonie de remise officielle d'équipements destinés aux organes de lutte contre les violences basées sur le genre du ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant.

Belle occasion pour Carol Flore Smereczniak pour saluer de manière solennelle les efforts déployés par la ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, qui en

mai 2020 a lancé «le Zéro Tolérance en matière de VBG», ainsi que pour les diverses communications et actions dans le domaine de la lutte contre les VBG lancées depuis le début de la crise sanitaire. Le PNUD soutient sans faille le «Zéro Tolérance» du gouvernement ivoirien en matière de VBG ; une vision qui s'inscrit également dans le cadre du Plan sectoriel de réponse Covid-19 secteur Protection.

Depuis l'avènement de la pandémie, a expliqué la Représentante Résidente, «on a noté en Côte d'Ivoire comme ailleurs, une recrudescence des cas de violation de droits en général et de violences domestiques et sexuelles. Les Violences Basées sur le Genre (VBG) constituent un phénomène sérieux qui minimise les efforts du Gouvernement en matière de conformité aux normes internationales et régionales des droits humains, ainsi qu'aux principes d'égalité de sexes.

La violence basée sur le genre a des conséquences néfastes importantes sur le plan humain, social et économique d'un pays et constitue une menace pour la paix durable et la dignité humaine. Reconnaisant que les situations de crise exacerbent le risque de VBG, en particulier à l'encontre des femmes et des adolescentes, le Secrétaire Général des Nations Unies dans sa déclaration du 6 avril 2020, a appelé à agir rapidement pour mettre un terme aux VBGs.

La lutte contre les Violences Basées sur le Genre exige une réponse multisectorielle. Et plus que jamais, le contexte actuel de la Covid-19, la commande. A ce titre, un centre d'appel à ligne verte et gratuite qui fonctionnera durant une année, est mise en place, en partenariat avec l'UNFPA pour faire des dénonciations, de l'écoute, du conseil et de l'orientation des victimes ; des équipements informatiques de collecte,

d'analyse et de consolidation de données sur les VBG ont été fournis à 15 plateformes de lutte contre les VBG. A côté d'autres équipements sanitaires, hygiéniques et alimentaires remis au Centre PAVIOS, le centre d'accueil des victimes, afin d'en assurer sa fonctionnalité pour une période de six mois.

Deux enquêtes dont une, en partie virtuelle portant respectivement sur l'ampleur et l'identification des déterminants du phénomène, sont en cours d'exécution respectivement par des Experts des Sciences sociales et le Réseau des Hommes Engagés pour l'Égalité de Genre.

Le PNUD appuie également le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant dans la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation en matière de lutte contre les VBG au niveau national, dans neuf communes prioritaires, dont Cocody, Marcory, Yopougon et Abobo : avec la

collaboration des collectivités locales à Anyama, Bouaké, Daloa, Duekoué, Grand Bassam, Korhogo, Man, San Pedro, Toulepleu et Giglo.

Dans la recherche des solutions innovantes à offrir aux différents acteurs qui concourent à la réponse, le PNUD soutient un dispositif digital d'alerte qui facilitera l'intervention rapide de la police en cas de besoin. La police a reçu un renforcement de mobilité grâce à une dotation de 80 motos.

Le PNUD va plus loin dans le soutien qu'il apporte à la lutte contre ce phénomène. Grâce à une large palette : sensibilisation des acteurs et des communautés sur les conséquences négatives et le dispositif de recours existant, prise en charge des victimes, assistance judiciaire en vue du traitement des dossiers pendant devant les tribunaux, plaidoyer auprès des autorités en vue d'ériger la lutte contre les VBGs au titre des priorités nationales.

Fermement engagé à accompagner le ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant et ses entités dans la réalisation des grandes priorités de l'Etat Ivoirien en matière de VBG, le PNUD sait que la Côte d'Ivoire, qui a souscrit à l'Objectif numéro 5 de Développement Durable et de l'Agenda 2030 auxquels le pays a souscrit, est au cœur de ce dispositif.

Qui dit police, pense justice. Dans le même élan, une cérémonie de remise d'équipements divers au ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, a eu lieu le même jour. Dans le but de renforcer les capacités opérationnelles de la chaîne pénale, ainsi que les organes de lutte contre les Violences Basées sur le Genre, la Représentante Résidente, n'a pas boudé son plaisir d'y impliquer l'institu-

tion qu'elle représente.

Comme elle le dira, des situations de crise exacerbent le risque de VBG, en particulier à l'encontre des femmes et des adolescents. Le Secrétaire Général des Nations Unies dans une déclaration du 06 avril 2020, a d'ailleurs appelé à agir rapidement pour mettre un terme à ces violences. Au niveau de la chaîne pénale, Carol Flore Smerckniak révélera que le code de procédure pénale impose l'assistance obligatoire d'un avocat, qui pourrait être commis d'office, aux accusés traduits en audiences criminelles. Force est de constater que l'absence de ressources pour cette assistance juridique et judiciaire entrave la célérité dans le traitement des dossiers criminels, au détriment des victimes en général, et des victimes de violences sexuelles, notamment de viol. C'est ainsi que plus de 800 dossiers criminels, incluant 60% des dossiers de Violences Basées sur le Genre et de pédo-criminalité, sont en attente de jugement dans les différentes juridictions du pays. Faute d'assistance juridique et judiciaire, presque 500 dossiers restent en souffrance auprès des juridictions de Bouaké et d'Abidjan et 327 auprès de la juridiction de Daloa au mois de juin 2020.

Pour que la lutte contre les violences soit effective, tous les maillons de la chaîne pénale doivent fonctionner efficacement. Ainsi, afin de renforcer les capacités d'intervention rapide et d'enquête de la Police, 44 commissariats de police abritant des Bureau d'Accueil Genre ont été dotés de 80 motos et de matériels informatiques, grâce au partenariat entre le PNUD et la JICA*.

Au niveau du ministère de la Justice, une ligne verte a été mise en place pour fa-

ciliter les dénonciations et permettre aux justiciables d'adresser leurs préoccupations d'ordre juridique et de les orienter aisément et



Le Ministre Danho Paulin, Maire de la commune d'Attécoubé, la Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, le Professeur Bakayoko-Ly Ramata, la Secrétaire d'Etat, Aimée Zébéyoux, et la Représentante Résidente du PNUD à Abidjan, Carol Flore Smerckniak, visitant les dortoirs du centre PAVIOS.

surtout sans frais ; des équipements informatiques ont été remis aux procureurs, procureurs généraux, aux Bureaux Locaux d'Assistance Judiciaire et à la direction des Affaires Civiles et Pénales, pour faciliter et suivre l'auto-saisine du Parquet en matière de poursuite systématique des cas de VBG sont disponibles.

D'autres équipements informatiques et des kits sanitaires ont été également attribués aux acteurs de la chaîne pénale pour leur permettre de collecter, analyser

et consolider les données du système judiciaire pénal ; leur permettre de travailler en sécurité en cette période de propagation de la pandé-

mie la Covid-19.

Cet appui, cohérent avec la vision tolérance Zéro du gouvernement en matière de VBG, contribue au renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs de la chaîne pénale dont la police judiciaire, la magistrature, les greffiers et le personnel pénitentiaire.

Rappelons qu'à l'issue de la soumission de son 3ème rapport dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU) devant le Conseil des Droits de l'Homme à Genève

en 2019, la Côte d'Ivoire a accepté 222 recommandations parmi les 247 formulées par les pays intervenant lors du dialogue interactif. Nous

le traitement des dossiers criminels constitue une priorité. De l'avis de nombreux experts, la lutte contre les VBG ne sera effective que si le

saluons cette ouverture de l'Etat, et les efforts faits pour respecter et protéger les droits de ses citoyens. Par la même occasion, pour les avoir acceptées, la Côte d'Ivoire doit maintenant prendre toutes les mesures nécessaires, pour la réalisation de ces recommandations, notamment celles relatives à la facilitation de l'accès à la justice et l'amélioration de l'aide juridique et judiciaire des victimes de violences sexuelles. Pour ce faire, le renforcement du système d'assistance juridique et judiciaire pour accélérer

mécanisme de dénonciation fonctionne et si les victimes bénéficient d'une prise en charge intégrée à l'assistance médicale, psycho-sociale, juridique et judiciaire, les enquêtes policières correctement menées, les auteurs jugés et condamnés, et les victimes indemnisées.

Considérant ces multiples défis, le PNUD entend rester aux côtés du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme dans la recherche des solutions.

*Centre de prévention et d'assistance aux victimes des violences sexuelles (PAVIOS)
* JICA : Agence de coopération internationale du Japon

La Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, le Professeur Bakayoko-Ly Ramata, délivrant son message.



***QUAND
L'INGÉNIOSITÉ
IVOIRIENNE
S'IMPOSE***



POUR LA PETITE HISTOIRE

Puisque l'Accelerator Lab transforme les défis liés à la crise de la Covid-19, en faisant concilier besoins des populations, valorisation des savoir-faire locaux et dématérialisation des réponses, il ne serait pas erroné de dire que le PNUD Côte d'Ivoire se positionne à l'avant-garde de l'innovation par la digitalisation ?!

L'histoire commence dans la tourmente, au moment où le monde entier s'arrête, face à un virus qui semble au premier abord invincible. Loin de rester figé, le système des Nations Unies mobilise ses agences, dont le PNUD, pour la riposte. Au PNUD Côte d'Ivoire, les activités impliquant des contacts physiques sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Et pourtant, il faut agir ! Le bien-être du peuple et de la nation ne saurait attendre ! La crise à la Covid-19 a malheureusement mis le pays face à plusieurs défis. En effet, comment développer une stratégie de sensibili-

sation tenant compte des réalités des communautés sans aller physiquement à leur contact ? Comment mener des opérations de désinfection à grande échelle en amoindrissant au maximum les risques de contamination ? Comment disposer d'informations fiables sur l'état de santé, dans la discrétion, en temps réel et permettre ainsi la prise en charge rapide du maximum de personnes, dans un contexte où les services de santé sont en faible capacité ? Comment réussir à disposer de produits et équipements importants, alors que les échanges entre les pays sont suspendus ? Comment maintenir le lien social, l'approvisionnement des ménages en produits de première nécessité et contribuer à empêcher l'arrêt des activités économiques sans propager la maladie ? Comment prévenir et lutter contre les violences basées

sur le Genre, exacerbées pendant la crise ? Et surtout, à quoi serviraient tous ces investissements une fois la crise passée ? Autrement dit, comment des réponses pour faire face à l'urgence d'une crise peuvent-elles servir dans la durée ?

Le défi est devenu une opportunité !

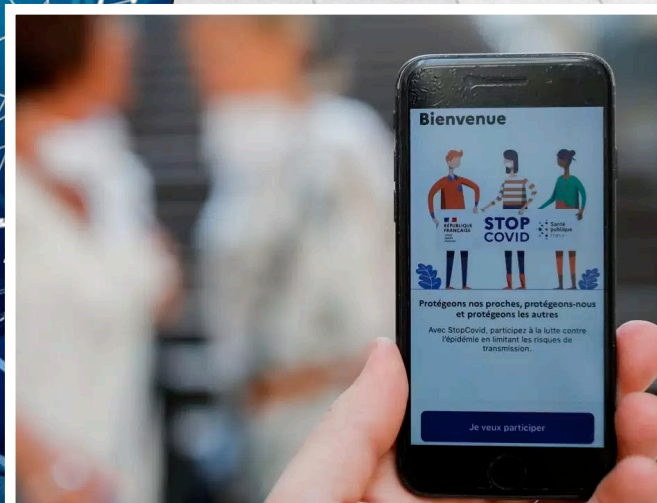
L'Accelerator Lab, ouvert en décembre 2019, après une analyse émotionnelle des réseaux sociaux, initiée dès le début de la crise et des mesures de restriction, une session de « headlines of tomorrow » suivie de sessions d'intelligence collective. Mais, cette fois, contexte oblige !, ces sessions se déroulent en ligne. C'est la seule alternative du moment, compte tenu des mesures imposées. Les personnes invitées à ces séries de réunions digitales sont tout aussi inhabituelles. Il s'agit de jeunes, de femmes et d'hommes, spécialistes du digital ; de jeunes start-ups, de spécialistes en sciences sociales... Bref, des personnes, d'ordinaire, peu ou pas associées au processus décisionnel. Elles sont donc enthousiastes face à cette marque de considération inattendue de la part de l'Accelerator Lab.

En peu de temps, sous la conduite du Lab, plus de deux cents personnes sont régulièrement connectées et participent activement à la réflexion. L'intention est clairement affichée : dénicher des solutions locales pertinentes, durables, de pointe et à forte valeur ajoutée, au service de la riposte contre la Covid-19 en priorité, et en consultation avec la population, elle-même très impactée. Dans le même temps, le PNUD Côte d'Ivoire veut anticiper, disposer d'informations et assurer en temps réel, la performance. Il souhaite également apporter une réponse efficace à des besoins importants, mais peu ou pas adressés, explorer de nouveaux mécanismes d'appui pour le présent et pour l'avenir.

Et bingo ! Les réponses aux préoccupations ne se font pas attendre. En premier lieu, face au constat de la résistance des populations aux mesures imposées par les pouvoirs publics, l'Accelerator Lab met en mission une équipe de spécialistes des sciences sociales pour réaliser une analyse psychosociale de la crise. Elle a pour but de motiver la prise de décisions et d'orienter l'élaboration d'une stratégie pertinente de sensibilisation. Cette étude est réalisée principalement en ligne, à travers l'analyse émotionnelle des médias sociaux et des publics non habituels. En second lieu, l'une des surprises lors de la riposte face à la Covid-19 est la découverte de start-ups locales portées par des jeunes ; en tant que concepteurs de solutions Made in Côte d'Ivoire, dans le digital. De bonnes solutions sont ainsi nées. Le Tunnel Covid Killer, le Mobilalerte, la plateforme d'information Yhénin, le Wefly (voir et gérer sa plantation à distance à l'aide d'un drone), le Rrobot Blu Bot, ainsi que la collaboration avec l'INP-HB*.

Les réunions digitales organisées par l'Accelerator Lab ont fait ressortir qu'il était possible de produire en Côte d'Ivoire, en qualité et à moindre coût ! L'Institut National Polytechnique Félix-Houphouët-Boigny de Yamoussoukro ne forme-t-il pas des jeunes qui produisent des respirateurs artificiels, des vapo-inhalateurs, des masques de protection, des jus à base de fruit d'anacarde pour renforcer le système immunitaire ?! Le PNUD Côte d'Ivoire a décidé donc d'appuyer cette expertise locale par la mise en place d'un FAB-LAB qui permettra de fabriquer des pièces pour faciliter le travail des start-ups et des entreprises locales, qui ne seront donc plus obligées d'importer, avec toutes les difficultés que cela suppose.

*INP-HB : Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny



L'Accelerator Lab

LE LABORATOIRE DES INNOVATIONS

Le PNUD a su apporter des réponses adéquates, tournées vers l'innovation, grâce notamment au leadership du Senior management.

Comment résister à la possibilité de transformer les défis en opportunités, de se servir du vent pour construire un moulin ! La digitalisation, force de l'innovation, offrant flexibilité et gestion en mode agile ! Le PNUD Côte d'Ivoire a trouvé dans la promotion du digital, une opportunité inespérée de valoriser à la fois, l'expertise locale, le made in Côte d'Ivoire et l'emploi des jeunes. Dès lors, il a entrepris de soutenir la production et la promotion des prototypes et l'appui institutionnel des jeunes startups, notamment en ce qui concerne la protection de la propriété intellectuelle.

Car, au bout du compte, le digital bouleverse la donne, en offrant de nouvelles opportunités. En annonçant donc le lancement, cette année, de toutes ces solutions digitales, le PNUD Côte d'Ivoire devient une locomotive de l'innovation à travers la digitalisation. L'intégration des nouvelles technologies, l'adaptation continue, l'esprit d'audace et la nécessaire détermination qui caractérisent les jeunes start-ups sont ainsi soutenus par le PNUD, dans un esprit gagnant-gagnant. La crise sanitaire de la Covid-19, bien que constituant un défi, est alors devenue l'opportunité pour une révolution digitale.

46 Wouah ! moteur de l'innovation et de la digitalisation.



Plusieurs facteurs militent en faveur de la digitalisation impulsée par le PNUD Côte d'Ivoire en cette période de coronavirus. Le premier facteur concerne le changement des habitudes et des attentes d'une grande majorité d'individus. En effet, le constat est que le monde est de plus en plus en mode digital. Aujourd'hui, on recherche plutôt les informations en ligne, au détriment

des canaux traditionnels et officiels ; au point qu'elles sont souvent exposées aux fake news (fausses informations). Il importe donc pour le PNUD de s'adapter à cette réalité et d'aider dans leurs problématiques, à apporter les solutions attendues, sans présumer qu'il s'agit d'un phénomène passager. En définitive, face à une demande réelle, être ou ne pas être la solution est une question es-

sentielle.

Ensuite : l'exigence de performance couplée à la nécessité de réduire les risques de contamination et de propagation de la maladie à coronavirus. Les solutions digitales offrent l'avantage de disposer de services de qualité, à grande échelle, avec un temps appréciable, en évitant les contacts physiques. Ces solutions répondent donc à

l'urgence d'agir vite et efficacement en apportant une véritable valeur ajoutée. En outre, en tant qu'outil d'aide à la décision, plusieurs des solutions digitales initiées permettent de disposer rapidement d'informations fiables et précises, en temps réel, en respectant les règles en matière de protection de données personnelles.

Sur la base de ces motivations, le PNUD Côte d'Ivoire ne s'est pas inscrit dans la rigidité et s'est plutôt impliqué dans cette révolution digitale. A preuve, dès le début de la limitation des mouvements en Côte d'Ivoire, le Bureau pays s'est doté de ressources modernes, telles que «Zoom» et a mis à la disposition de son personnel, ainsi que du Gouvernement ivoirien, des moyens technologiques pour réaliser le télétravail. Ce qui du reste, a facilité la tenue des réunions digitales avec diverses cibles.

Autre fait majeur qui vaut son pesant d'or : l'envoi constant de signaux «Wow» par le Senior Management à l'équipe de l'Accelerator Lab a eu l'avantage de lui inspirer créativité, surpassement, respect et confiance. Cette attitude a boosté l'équipe dans la recherche et la mise en pratique de solutions de plus en plus innovantes dans la digitalisation.

Viser le long terme

Si l'histoire s'arrêtait à la Covid-19, elle sonnerait la victoire de cette pandémie et laisserait un goût d'inachevé ! Le PNUD Côte d'Ivoire ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. C'est pourquoi, le Bureau pays entend inscrire les innovations du digital trouvées dans le contexte de la Covid-19 dans la durée, en l'adaptant à d'autres contextes.

Déjà, à la demande du minis-

tère de la Santé et de l'Hygiène publique, le PNUD Côte d'Ivoire fera voler des drones pour réaliser le géo-référencement des sites de dépistage du virus, afin que la population puisse en connaître les situations exactes sur Google Map et en faire bon usage. L'Accelerator Lab travaille à la possibilité d'y adjoindre d'autres services, notamment en matière de sensibilisation et de mesure de taux de fréquentation. Par ailleurs, l'expérience des réunions du digital a démontré que plusieurs activités menées d'ordinaire sur le terrain, peuvent être réalisées désormais par le digital. Il s'opèrera ainsi un changement de pratiques et un gain appréciable de ressources, qui permettra de réaffecter les ressources à d'autres besoins des communautés. Des partenariats ont ensuite été tissés avec des jeunes spécialistes du digital qui se sentent désormais valorisés.

Le FAB-LAB offert par le PNUD à l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro pourrait devenir un incubateur pour les jeunes étudiants en fin de cycle de cet institut. La digitalisation, par l'essor des drones comme atout, a été étendue par l'Accelerator Lab à d'autres secteurs. En cas d'inondations, durant surtout la saison des pluies. En effet, les problèmes identifiés par l'Office national de la protection civile sont d'abord relatifs au fait que les cartes actuelles basées sur Google Map ne reflètent pas la situation réelle des communes sinistrées. Le manque d'analyse de risque détaillée et précise par commune ne facilite pas une proactivité des autorités compétentes. Le non-référencement des bâtiments dans les zones à risques est déploré, de même que le manque de nouveaux outils de sensibilisation des

L'«OBSESSION» DE CAROL FLORE SMERECZNIAK



Dès sa prise de fonction à Abidjan, la mission que s'est donné Carol Flore Smereczniak, la Représentante Résidente, a été de créer une chaîne de valeurs, déclinée en une plateforme d'accompagnement aux institutions de formation technique comme l'INP-HB ou encore l'Université d'Abobo-Adjamé ; d'aider à développer des start-ups... Cette méthode apparaît à ses yeux comme un véritable outil, capable d'apporter des idées novatrices, qui permettront à la Côte d'Ivoire d'amorcer en toute sérénité son développement. Carol Flore Smereczniak prévoit d'intégrer cette politique dans le PND. Elle compte parallèlement faire un plaidoyer auprès du secteur privé ivoirien, afin qu'il s'intéresse davantage et plus efficacement au secteur de l'innovation et de l'invention, et alloue un financement conséquent à ce secteur. Pour mener à bien sa mission, la Représentante Résidente du Bureau Pays du PNUD a la ferme volonté de s'appuyer sur l'Accelerator Lab.

populations. L'Accelerator Lab a identifié une start-up pour réaliser - par drones - la cartographie des communes, la photogrammétrie des zones à risques, le modèle numérique des terrains et le référencement individuel des bâtiments impactés ou susceptibles de l'être. L'Accelerator Lab prévoit, en outre, la réalisation d'un guide décisionnel, couplé à la sensibilisation des populations ainsi que la captation ou l'imagerie avant, pendant et après les inondations.

Au-delà de la Covid-19, la plateforme digitale « Yehlin », couplée à une web radio, pourra poursuivre la sensibilisation, la lutte contre les fake news et les séances d'écoute sur diverses thématiques. Il en est de même des drones de sensibilisation qui pourront servir dans d'autres situations. Quant aux drones de désinfection des espaces publics, ils pourront servir pour d'autres opérations diverses, notamment les opérations de démolition, tandis que les robots de désinfection dotés d'intelligence artificielle pourraient être utilisés par les agents de protection civile contre les foyers d'incendie et pour la détection de bombes. Les tunnels de désinfection pourront devenir des outils permanents de désinfection. Il en est de même pour les drones thermiques.

Quant aux bracelets électroniques connectés, avec la Mobilalerte, ils peuvent devenir des outils au service de la lutte contre toutes formes d'agressions et de violences contre les femmes, les hommes et les enfants, notamment dans les cas de pédo-criminalité, d'enlèvement et d'excision.

En deuxième lieu, l'Accelerator Lab prévoit un appui au ministère des Eaux et Forêts, à travers l'usage des drones,



pour accompagner la mise en œuvre de la politique nationale de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts. C'est ainsi que, dans le cadre de l'opération nationale «1 jour, 5 millions d'arbres», initiée par ce département ministériel, il est prévu l'expérimentation d'une solution de planting de seed balls par drones avec un

des avantages économiques, pour le PNUD Côte d'Ivoire, il s'agit d'un levier indispensable pour accompagner le développement durable.

La révolution en marche

Les pouvoirs publics ont aujourd'hui compris que la rupture technologique est un

FCFA. Aussi, le PNUD Côte d'Ivoire reste-t-il ouvert à de nouvelles idées et à des approches inhabituelles pour traiter toutes sortes de problèmes.

Désormais, le défi du PNUD réside dans sa capacité à concrétiser cette innovation, ... cette révolution ; à la promouvoir localement et à la rendre utilisable. En investissant dans les savoir-faire locaux, et notamment ceux des jeunes, le Bureau pays envisage de rendre pertinente la créativité et d'améliorer les performances et la qualité et de réduire les coûts. Le PNUD permet ainsi au Gouvernement ivoirien de renforcer son ancrage dans l'innovation. Le digital favorise cette dynamique, contribue directement à certains enjeux de société, comme l'économie d'énergie humaine, la préservation de l'environnement, à travers la réduction de l'empreinte énergétique des infrastructures et de la consommation de papier. Le PNUD s'attache à partager et à transmettre cette expérience à l'ensemble de ses partenaires, pour faire de chacun d'eux, une source d'inspiration. C'est certain, le PNUD a su apporter des réponses adéquates, tournées vers l'innovation. Grâce, sans aucun doute au leadership de son Senior management.

Le PNUD a su apporter des réponses adéquates, tournées vers l'innovation. Grâce, sans aucun doute, au leadership de son Senior management

système de surveillance géo spatiale pour noter l'évolution avec précision, alerter des coupes éventuelles d'arbres et dissuader d'éventuels braconniers. L'idée, au bout du processus, est de pouvoir comparer le nombre d'arbres au départ, à celui des arbres après l'opération. Par ailleurs, les drones de sensibilisation et de pulvérisation des plants pourraient garantir la qualité des arbres et la participation citoyenne à l'opération. La digitalisation est une véritable carte à jouer. La transformation digitale n'est plus un luxe. Au-delà

enjeu global qui voit la société se métamorphoser. L'innovation occupe donc une place de choix dans la politique de développement du gouvernement ivoirien. En effet, le pays a adopté une loi relative à l'enseignement supérieur et une autre portant orientation et programmation de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, de l'élaboration et de l'adoption d'une politique d'innovation et de vulgarisation des technologies, la mise en place d'un fonds d'appui à la recherche et à l'innovation doté, de 500 millions de

LE CCVST, UNE BONNE FORMULE



La réunion du CCVST du 28 août 2020 a réuni autour du staff du PNUD, les membres et les start-up





Vendredi 28 août 2020.
Réunion du CCVST.
L'initiatrice de la Mobilarte,
Corine Maurice Ouattara,
présentant un de ses spécimen
à la Représentante Résidente,
Carol Flore Smereczniak

Certes, le CCVST n'aurait sans doute pas été mis en place ; du moins aussi rapidement ; si la Covid-19 n'avait pas existé ! Pour autant, voici une bonne formule d'organisation que celle que présente le Comité Consultatif de Validation des Solutions Technologiques.

Le CCVST qui inclut les partenaires et l'ensemble des agences du Système des Nations unies pour le développement durable, a pour objectif de valider des solutions technologiques et de nouveaux produits conçus localement pour lutter contre la pandémie de la Covid-19.

Faisant partie de ce Comi-

té, les experts ont pour rôle de se prononcer sur les outils qui leur sont présentés, contribuent à en développer la qualité, la conformité et la sécurité. En outre, ils donnent leurs avis sur la méthode de fabrication ou sur toute autre question, relative au contrôle de qualité de ces prototypes «Made in Côte d'Ivoire».

Le Comité conseille également le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, ainsi que la Représentante Résidente du PNUD Côte d'Ivoire sur les stratégies et les processus de conception, de recherche et de développement des nouveaux produits et des risques et avantages potentiels des prototypes élaborés. Ils donnent

aussi leurs avis sur les investissements à faire pour la conception, la recherche et le développement que ces produits requièrent ; et sur les dispositions à prendre face aux exigences réglementaires et normatives en matière de conception et de développement des dispositifs.

Le CCVST est composé de cinq membres, représentant les principales institutions et organisations que sont le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, l'Institut national polytechnique Félix Houphouët Boigny (INP-HB), l'OMS et le PNUD. Tous ont été désignés sur la base de leurs qualifications et aptitude à contribuer à la réalisation des objectifs, leur grande expérience en matière de conception et de recherche, d'évaluation de la technologie et de l'optimisation des produits ainsi que leur caractère innovant.

LE TUNNEL COVID KILLER

Et voilà le Tunnel Covid Killer ! Bénéficiant du soutien du PNUD, à travers l'Accelerator lab, ce tunnel de désinfection est un dispositif ingénieux, conçu et mis au point par une start-up locale, dans le cadre de la riposte contre la Covid-19, afin d'endiguer la propagation de la maladie en Côte d'Ivoire.

Tunnel Covid Killer est l'invention d'un entrepreneur ivoirien, Marouane Jebbar. Fondateur de Côte d'Ivoire Drone, Marouane Jebbar s'est inspiré d'une solution, déjà utilisée dans de nombreux pays européens et

asiatiques pour lutter contre la propagation du coronavirus. Convaincu qu'un tel dispositif pouvait être conçu en Côte d'Ivoire, puisqu'il existe une main-d'œuvre qualifiée et capable de réaliser ce type de projets, il s'est entouré d'une équipe composée d'étudiants, et autres ferronniers ou mécaniciens locaux.

Ce dispositif, breveté et protégé par l'OAPI* (Organisation africaine de la propriété intellectuelle) et destiné au grand public, sert à désinfecter les utilisateurs et par la même occasion, prévenir toute contamination au coronavirus. Il est alimenté par

un réservoir de 500 litres, capable d'assurer la désinfection de 5000 personnes, à raison de 100 ml par personne.

Cette invention fonctionne grâce à une pompe reliée à un ballon de pression d'une capacité de 60 litres. Cette pompe aspire de l'eau pour remplir le ballon de pression. Ce ballon permet de maintenir la pression afin de pouvoir assurer le passage de quelques personnes ; ainsi lorsque le ballon se vide, la pompe se remet automatiquement à aspirer de l'eau pour remplir à nouveau le ballon de pression. Cette opération se répète jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'eau

dans le réservoir.

Très efficace en raison de son mécanisme de pulvérisation à 360°, le Tunnel Covid Killer assure une désinfection totale des mains, du corps, des pieds et même des semelles des usagers. Et contrairement à la sensation d'être mouillé lorsque l'on passe dans le tunnel ; Tunnel Killer n'est qu'une impression. En réalité, explique Mourouane Jebbar, «le liquide contenu dans le réservoir est sous pression, donc il se présente sous une forme gazeuse et ne laisse aucune trace sur les usagers».

*OAPI : Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle



LE BLU BOT, UN ENGIN DE GRANDE PORTÉE

Marouane Jebbar ne s'est pas arrêté au seul Tunnel Covid Killer. Il a aussi développé le Blu Bot, un système de propulsion et de navigation 4 roues, conçu sous la forme d'un char de 140 x 90 x 70 cm, avec une autonomie d'une heure, une portée de 800 mètres

en milieu urbain et de 2 kilomètres sans obstacle. Avec un réservoir dont la capacité atteint 50 litres, le Blu Bot s'impose lui aussi comme une solution pour lutter contre la pandémie de la Covid-19.



LA MOBILALERTE QUI SAUVE LA VIE

Lil y a environ quatre mois, Aya B. a été victime, - une fois de plus, des coups de poing de son compagnon, jusqu'à en périr. Concubin invétéré, pour qui la notion du mariage ne se résume qu'à installer une femme dans son studio d'à peine 12m2, situé dans une des nombreuses cours communes d'Abo-bo-Akékoï, Mamadou S. ne s'attendait pas à ce qu'Aya, la septième concubine, qu'il accueillait chez lui en l'espace de cinq ans, ne s'insurge et ne lui tienne tête. Aya, brillante élève, qui n'a pu poursuivre ses études au-delà du collège, s'intéressait particulièrement à la condition des

femmes, notamment celles de la communauté dans laquelle elle évoluait. Pour autant, rien n'y fit. Abandonnée à son triste sort et à la seule versatilité de l'humeur de Mamadou ; et personne pour lui porter secours, Aya se retrouva un soir de pluie, piégée et anéantie par les coups, toujours plus violents de son compagnon ; au point d'y perdre la vie.

Si Aya avait pu bénéficier de la Mobilalerte développée par la start-up ivoirienne, MCM, créée par Corinne Ouattara Maurice, peut-être serait-elle encore en vie. MCM propose à la population ivoirienne, sous l'initia-

tive du Pnud, une application mobile, associée à un bracelet permettant d'une part, d'alerter rapidement les secours et la sécurité, en associant la localisation précise du lieu d'intervention, sans connexion internet ; et d'autre part, une fonctionnalité sur toute l'étendue du territoire ivoirien, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. L'application permet aussi une prise en charge médicale, psychologique et juridique rapide d'une victime de VBG (Violence Basée sur le Genre).

Comment ça marche ? Les alertes émises par l'application sont reçues, traitées et

suivies par un centre d'appels (numéro vert «100» du ministère de la Sécurité, sous la tutelle de la Direction de l'Informatique et des Traces technologiques (DITT). Grâce à cette solution d'alerte, en cas de violence basée sur le genre, de viol ou tout autre type d'agression, en toute simplicité et en toute discrétion, les personnes concernées, qu'elles soient témoins ou victimes, n'ont qu'à appuyer sur une image servant d'application pour lancer l'alerte. Aussitôt, le centre d'alerte du ministère de la Sécurité est saisi, avec des informations précises sur la demande de secours, la localisation en temps réel du lieu d'intervention. Un avantage qui permet, par ailleurs, d'accélérer puis de faciliter les opérations de secours sur le terrain.

La mobilalerte se présente sous la forme de bracelets ou de pendentifs hypoallergéniques, composés à 100% de silicone médical, incluant les données et l'identification médicales de chaque personne. Ses avantages sont les suivants :

- Utilisation facile ; convient aux personnes ne sachant ni lire, ni écrire
- Accessible à tous : convient aux personnes handicapées de la voix

- Rapidité d'action : alerte en un clic, sans composer de numéro d'urgence, sans parler, sans perdre de temps à expliquer la localisation de lieu d'intervention
- Adaptation locale : fonctionne sans connexion internet, en milieu urbain et rural ; alertes envoyées par sms.
- Aspect communautaire : la population participe à sa propre sécurité tout en facilitant les opérations de secours sur le terrain par la géolocalisation des lieux d'intervention
- Aspect sanitaire : permet d'envoyer des alertes pour besoin d'ambulance, d'assistance sanitaire ou de signaler

des cas potentiels ou réels de la Covid-19.

L'application est téléchargeable via Google Playstore, MobilalertePass Santé et transférable de personne à personne par Bluetooth, Xender et par d'autres moyens de transfert de fichier.

Breveté et protégé par l'OAPI, bénéficiant dans le cadre de la riposte Covid, du soutien du PNUD à travers l'Accelerator lab, la mobilalerte est en réalité tirée du Pass Santé Mousso, un carnet de santé électronique qui se présente sous la forme d'un bijou, conçu à l'origine pour fournir aux personnels soi-

gnants, toutes les informations nécessaires à la prise en charge d'un patient, arrivant, conscient ou non, dans un centre de santé. C'est Ouattara Corine Maurice, jeune entrepreneure, Directrice générale de MCN, qui est l'auteure de cette «trouvaille».

«Cette solution technologique et innovante, mise au service de la santé publique, est partie du constat selon lequel, les professionnels de santé éprouvent des difficultés lors de la prise en charge de patients arrivant aux urgences, inconscients, la plupart du temps. Donc ne pouvant donner aucune information les concernant », dit Ouattara Corine Maurice. C'est donc pour pallier le manque d'informations crédibles et fiables, que lui est venue l'idée de concevoir une telle solution.

Dans le but de se démarquer efficacement de la concurrence et par souci de commodité, Corine Maurice Ouattara a décidé de présenter son produit sous la forme d'un bijou, allant du bracelet au simple médaillon, en passant par des montres ou des bagues.

Ces gadgets technologiques qui ont l'apparence de bijoux sont identifiables auprès des personnels soignants des centres de santé, grâce au marquage qui y est apposé ; dans le but d'une prise en charge plus efficace des patients. Autorités sanitaires, prestataires de service opérant dans le domaine de la santé ; notamment les sociétés d'assurance ont déjà intégré le Pass Santé Mousso dans le processus de prise en charge des patients arrivant dans les centres de santé. De l'avis des autorités sanitaires, c'est un véritable appui que disposer d'une telle solution au niveau du protocole de soins dans nos hôpitaux ; quand on sait que le nombre élevé de décès est souvent dû au manque d'informations fiables pour une prise en charge appropriée des patients».

YHÉNIN LA FORCE DU COLLECTIF

Yhénin, qui signifie «Mon Dieu» en tagbanan, est un collectif de six start-up ivoiriennes, qui est à la création d'une plateforme digitale de lutte et de sensibilisation de la population contre la Covid-19 et le fake news. Elle propose notamment les rubriques, telles que l'actualité en temps réel sur la pandémie, la sensibilisation avec un web radio en langues locales, les statistiques sur l'évolution de la pandémie, le mapping des zones où se trouvent des cas de la Covid-19, une rubrique Alerte, une newsletter... Cette application, met l'accent à travers ces rubriques sur l'éducation, la sensibilisation et la communication. C'est une plateforme dont l'accès est gratuit et qui a le mérite de s'actualiser automatiquement. Pour le CCVST, un tel dispositif est digne d'intérêt, puisqu'il peut permettre à moyen et long termes, de l'adapter à d'autres besoins, en fonction de l'actualité d'un pays comme la Côte d'Ivoire.



500 000 DOLLARS POUR LE MADE IN CÔTE D'IVOIRE

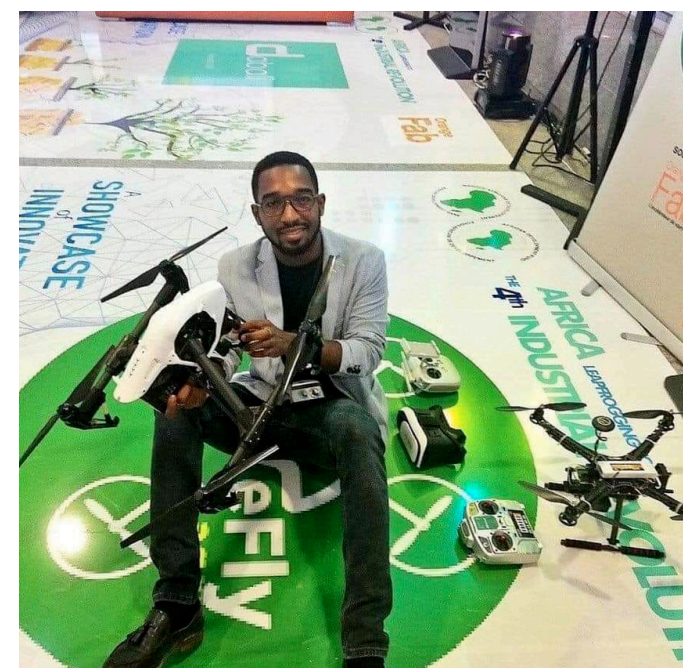
Le Pnud a mis à disposition environ 500 000 dollars en faveur des promoteurs. Cette somme servira, tout au long du processus à l'achat des matériaux divers, devant assurer la conception de leurs prototypes, leurs besoins en matériel, la production des solutions et des pièces requises. Comme le « rêvait » le Lab, la promotion du «made in Côte d'Ivoire» devient réalité ; puisque désormais tous les matériaux qui entrent dans la fabrication des prototypes sont disponibles sur place.

PNUD / INP-HB UN PARTENARIAT SUR LE LONG TERME

Avec audace, curiosité, étonnement et émerveillement, le Lab est en train de révolutionner le secteur de l'invention et de l'innovation en Côte d'Ivoire. A quelque chose, malheur est bon, dit-on. Car, si la Covid-19 ne s'était pas imposée avec autant de force et de résonance, ici et là, transformant les habitudes de travail et de comportement, le Lab ne serait peut-être pas allé aussi loin dans ses recherches et initiatives, et n'aurait pas abouti à cette prise de conscience. Mieux, les solutions proposées par le Lab font penser déjà à demain. Car, le PNUD, en accompagnant ces initiatives, a tenu compte de l'après-Covid.



WELFLY LE DRONE RÉVOLUTIONNAIRE

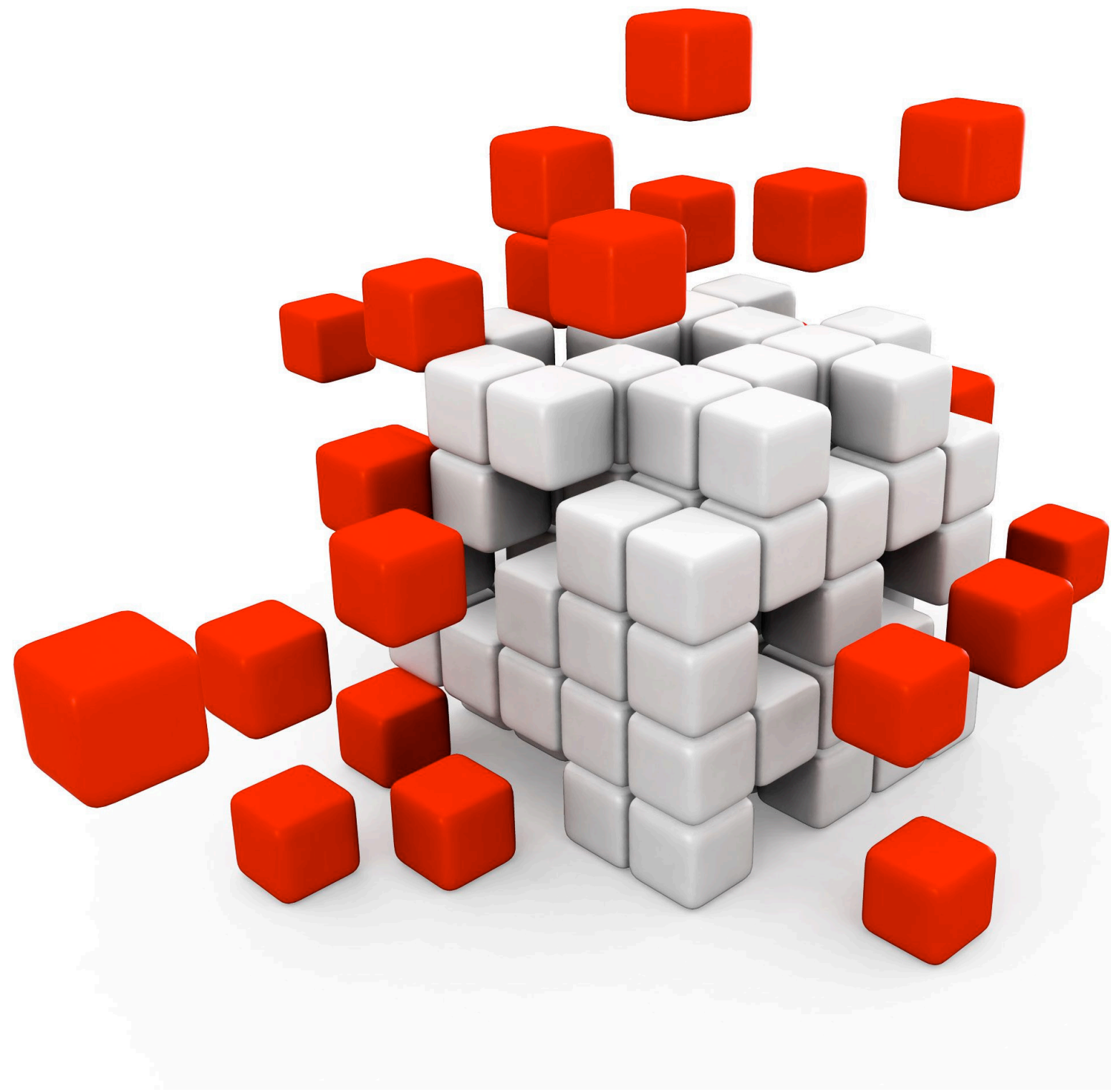


Alors que le monde découvre la Covid-19 et ses conséquences, Jool, une filiale spécialisée dans la robotique lance le Welfly. Welfly est un drone aérien et terrestre. Il est doté d'un réservoir de 11 litres et capable de couvrir jusqu'à un hectare. Conçu pour lutter contre la pandémie, le Welfly a la capacité de sensibiliser les populations avec des messages véhiculés en différentes langues ; et les messages peuvent être entendus à plus de

2 kilomètres à la ronde. Le Welfly a également la propriété de désinfecter les lieux publics.

Pionnière en Côte d'Ivoire dans l'utilisation des drones dans le domaine de l'agriculture, le Welfly by Jool permet, en outre, de voir et de gérer sa plantation à distance. Joseph Olivier Biley et Lanciné Doumouya, deux jeunes Ivoiriens, sont à l'origine de cette conception révolutionnaire.

***L'APRÈS
COVID, C'EST
MAINTENANT***



LA NOIX DE CAJOU DEVIENT DE L'ETHANOL



Certes, conçues pour faire face à la pandémie de la Covid-19, les solutions déployées par les start-up, par le biais du Lab, pourront être répliquées et servir à terme, aux hôpitaux, aux grandes surfaces et à plusieurs autres secteurs d'activités. Par exemple, l'INP-HB, sans présager de la survenue de la Covid-19 et pour combler la rupture de ses stocks d'éthanol qui servent à fabriquer du gel hydro alcoolique, avait déjà entrepris des recherches, qui lui ont permis de développer de l'éthanol à partir ... de la noix de cajou. Cette prouesse s'inscrit dans une démarche pérenne, qui per-

mettra d'apporter une valeur ajoutée au secteur de l'anacarde, qui a besoin de conquérir de nouveaux marchés !

Le partenariat PNUD-INP-HB vise à mettre à disposition, en toute indépendance, les compétences nécessaires aux fonctionnements des start-up dans la fabrication de leurs solutions. Cela permettra au pays de se doter, à terme, d'un parc technologique made in Côte d'Ivoire. Le PNUD accompagne également les jeunes diplômés qui sortent des établissements techniques et professionnels du pays tels que l'INP-HB

de Yamoussoukro. Pétris de talent pour la plupart, dotés d'un réel savoir-faire, ces derniers ont plus qu'envie d'apporter leurs expertises au développement du pays. Face à la pandémie, le Pnud n'a pas hésité à signer un partenariat avec l'INP-HB ; pour permettre à bon nombre d'étudiants de mettre en pratique ce qu'ils ont appris au cours de leurs formations. Des gels hydro alcooliques, des vapo inhalateurs ont déjà été conçus et fabriqués, et certifiés par l'OMS.



EN PLEINE FORÊT

Depuis quelques mois, le Pnud Côte d'Ivoire, par le biais de son Lab, travaille en collaboration avec le ministère des Eaux et Forêts à une meilleure protection des forêts ivoiriennes. Ainsi, tenant compte de la politique nationale de préservation de la forêt, initiée par ledit ministère, le Lab a lancé récemment un concept baptisé «Hackathon forêt» qui s'appuie sur des solutions innovantes, notamment, l'utilisation de drones.

IMPACT DE LA COVID 19 LES RÉSULTATS CONNUS

Le 27 mai 2020, une réunion de restitution des résultats des études de la Covid-19 a eu lieu en présence des partenaires du PNUD. Relevant d'emblée la réactivité avec laquelle le gouvernement ivoirien a mis en place un plan de réponse pour stabiliser les chocs subis par la population et sur l'économie, la première responsable de l'institution onusienne n'a pas manqué de féliciter le ministre du Plan, Kaba Nialé, pour son leadership dans le pilotage de ces études d'impact socioéconomique réalisées par les collaborateurs de cette dernière.

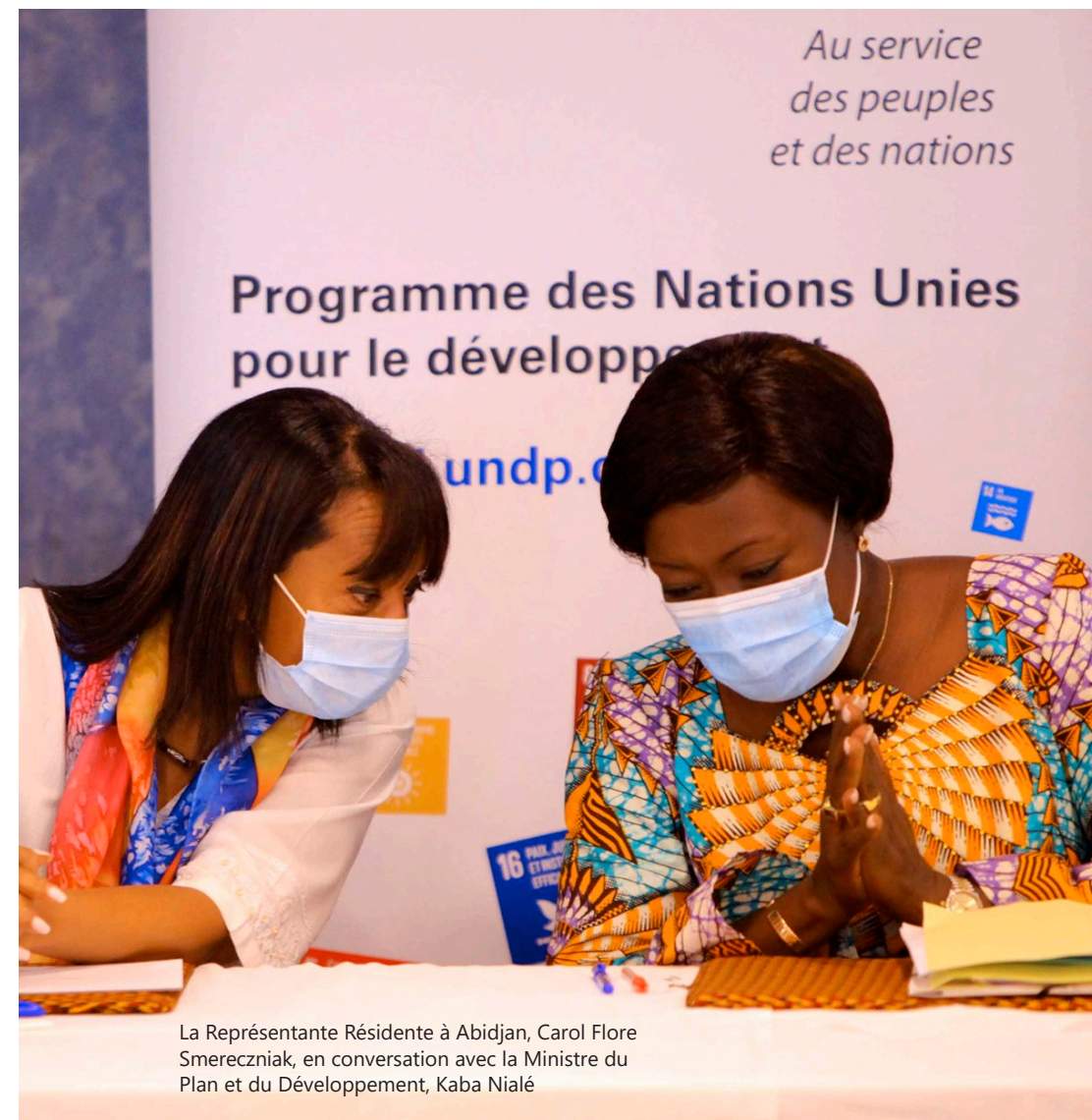
Dès les premières manifestations de la pandémie, le ministère de l'Économie et des Finances quant à lui, a fait réaliser l'étude d'impact macroéconomique qui a permis de

mesurer les chocs subis par les secteurs-clés de l'économie, suite aux mesures de restriction instaurées au plan national et international.

Mais, face aux difficultés vécues par les populations, dues aux mesures de confinement, il était nécessaire d'évaluer l'ampleur des chocs subis du côté des ménages et du secteur informel, dans le but de cerner l'évolution de la vulnérabilité et de renforcer l'information devant accompagner la mise en œuvre du plan de réponse.

Ainsi, le PNUD, dans sa mission de renforcer la résilience des populations, a appuyé l'Institut National de Statistique dans la conduite d'une enquête sur la vie des ménages et les activités des entreprises formelles et informelles. Les

résultats fournissent des informations importantes sur la vulnérabilité des ménages et des unités économiques en termes de baisse des revenus, des activités et des emplois. Les études révèlent notamment que la pandémie a produit un choc négatif important sur le revenu de la majorité des ménages. Le revenu moyen annuel des chefs de ménages a subi une baisse moyenne de 47,2% et le nombre de ménages supplémentaires, qui passent en dessous du seuil de pauvreté est estimé à 32%, soit 1.375.151 ménages. En outre, 78,8 % des chefs de ménage affirment que leur emploi a été affecté par les mesures de confinement. En ce qui concerne le secteur informel, 96% des chefs des UPI ont vu leurs activités être fortement réduites depuis l'avènement de la pandémie.



La Représentante Résidente à Abidjan, Carol Flore Smrecznia, en conversation avec la Ministre du Plan et du Développement, Kaba Nialé

COVID 19 : LES MESURES BARRIÈRES





LE NOUVEL ACCORD CADRE DÉJÀ EN FRICHE

En présence de la ministre ivoirienne du Plan et du développement, Kaba Nialé, un atelier de planification stratégique du programme de coopération entre la Côte d'Ivoire et le PNUD sur la période 2021-2025 (CPD 2021-2025) s'est déroulé à Abidjan.

L'objectif de cet atelier était d'identifier les priorités stratégiques et les axes d'intervention du programme-pays 2021-2025 du PNUD avec les différentes parties prenantes, dont l'État de Côte d'Ivoire. La ministre Nialé Kaba indiquera à cette occasion que les thèmes majeurs du CPD 2021-2025 portent sur la transformation structurelle de l'économie ivoirienne, le développement du capital humain et le renforcement de la gouvernance.

Auparavant, Kaba Nialé a rappelé le bilan du précédent accord de coopération entre la Côte d'Ivoire et le PNUD (2017-2020). «Une bonne collaboration entre mon département ministériel et le PNUD ont permis d'assurer les cycles précédents de notre programme de coopération», dira-t-elle, soulignant que 45 projets ont été développés sur cette pé-

riode, notamment dans la gouvernance et le développement durable inclusif.

Avant elle, Carol Flore-Smrecznik, au nom du PNUD Côte d'Ivoire dira qu'il s'agit de planifier le nouveau cadre de coopération entre son institution et la Côte d'Ivoire à travers un document-programme de coopération.

Ce nouveau programme de coopération se veut plus agile et plus flexible», assure-t-elle, appelant les parties prenantes à mettre un accent sur le genre et les solutions digitales. Cet atelier de planification stratégique du prochain accord de coopération entre la Côte d'Ivoire et le PNUD permettra notamment d'identifier les priorités stratégiques et les axes du nouveau CPD.

A terme, les axes d'intervention et la stratégie vont également permettre au PNUD d'accompagner le gouvernement ivoirien dans l'atteinte de ses objectifs de développement entre 2021 et 2025.

Objectifs du Développement Durable

L'UNION EUROPÉENNE OCTROIE 328 MILLIONS DE FCFA

La Côte d'Ivoire fait bel et bien partie des pays engagés dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, en abrégé ODD. Un engagement qui prend en compte les dispositifs internationaux en la matière, comme l'Agenda 2030 pour le développement durable et celui de 2063 de l'Union africaine. De plus, les différents plans nationaux de développement (PND) ivoiriens, dans leur conception et leur exécution, doivent également se conformer aux exigences de cet engagement. Toutefois, en dépit du respect jusqu'ici constaté de ces exigences, ainsi que l'or-

ganisation institutionnelle initiée à cet effet, il s'avère que des améliorations notables restent à apporter. Singulièrement, aux organes d'action et de conduite des activités, aux cadres de concertation sectorielle, tout comme au système d'information mis en place. D'où l'absolue nécessité de créer le Programme Cadre d'Appui au pilotage stratégique de développement et des ODD, (PPSD/ODD) qui vient justement apporter ces améliorations.

Pour la mise en œuvre effective de ce Programme, l'Union Européenne a bien voulu fournir une contribu-

tion financière de 328 millions de Fcfa. Une somme qui devra permettre de performer l'exécution des politiques publiques. En prenant appui sur les leçons tirées de la gestion des Plans nationaux de développement de 2012-2015 et de 2016-2020.

A la signature du contrat de mise à disposition de cette contribution financière, survenue le 30 juillet 2020, Madame Carol Flore-Smrecznik, Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement en Côte d'Ivoire (PNUD), a précisé que le PPSD/ DDO «entend contribuer à l'efficacité d'un

pilotage plus performant des politiques publiques, afin de permettre aux institutions étatiques et non étatiques, de disposer des capacités nécessaires, pour réussir la mise en œuvre des stratégies de développement, conformément aux engagements internationaux pris par la Côte d'Ivoire ». Ainsi donc, entre autres effets immédiats attendus de cet appui de l'UE par les pouvoirs publics ivoiriens, il y a notamment l'aide à l'organisation des travaux du Comité conjoint de développement des rencontres trimestrielles, entre le ministère du plan et du développement et les groupes de partenaires. Rencontres

auxquelles il faut également associer les ministères de l'Économie et des Finances, du Budget et du Portefeuille de l'État, ainsi que celui des Affaires étrangères. Il devra aussi soutenir le «Dialogue de Haut niveau» instauré entre la Primature et le Groupe des Ambassadeurs et Chefs de Missions diplomatiques.

Cet important appui financier de l'Union Européenne, faut-il le préciser, a été rendu possible grâce à l'implication, l'expertise et les performances d'agence d'exécution technique du Bureau Pays du Pnud Côte d'Ivoire. La Représentante Résidente a souligné l'importance de cet effort financier, tout en la percevant comme une aubaine pour la Côte d'Ivoire. Car, cela vient accompagner le processus de formulation du nouveau PND 2021-2025 ; bien que le contexte mondial financier actuel soit dominé par les exigences et les priorités de la Covid 19, rendant assez complexe la mobilisation des ressources.



Les partenaires en séance de travail le 30 juillet 2020

Tidjane Thiam

Envoyé Spécial de l'Union Africaine

Restons vigilants !

Envoyé Spécial de l'Union africaine pour la Covid 19, Tidjane Thiam explique la crise sanitaire sans précédent à laquelle le continent africain n'échappe pas.

Au début de la crise sanitaire, vous avez été désigné par l'Union africaine pour réfléchir sur les conséquences économiques du coronavirus sur le continent. Six mois plus tard, la Banque mondiale parle d'une récession sans précédent depuis 25 ans, après des années de croissance ; quels sont les enseignements que les Etats africains peuvent tirer de cette situation inédite ?

● C'est, effectivement, une situation inédite, grave, et qui fait des ravages. Aux Etats-Unis, on est à plus de 170 000 morts (ndlr : chiffre d'août 2020). L'Afrique, jusqu'ici, est dans une position qui n'est pas la pire ; mais il faut rester très prudent. Certes, du travail a été abattu pour donner une bouffée d'oxygène aux Etats africains, par rapport à la dette ; en s'assurant néanmoins que les fonds libérés soient bien utilisés. En Afrique, nous avons des Chefs d'Etat engagés, près des dossiers et qui font du mieux qu'ils peuvent dans des circonstances difficiles. De très intéressantes initiatives ont été lancées par des entrepreneurs africains. Telle que cette plateforme destinée au continent ; c'est une innovation unique au niveau mondial ! -, sur laquelle une vingtaine de pays africains sont réunis, qui permet à ces différents pays, de s'approvisionner dans tous les équipements nécessaires ; en Chine, surtout à de coûts très bas.

La catastrophe sanitaire annoncée sur le continent n'a pas eu lieu ! En êtes-vous surpris ?

● Certes, la catastrophe annoncée n'a pas eu lieu jusqu'ici. Cependant, il faut rester vigilant ; ne pas baisser la garde, tout en espérant que tout se passe pour le mieux. C'est une maladie terrible, qui croît de façon exponentielle. Prenons l'exemple de l'Etat de Floride (Etats unis) qui au début de cette situation, était très confiant. Aujourd'hui, la

Floride se trouve dans une situation dramatique. Quant à la Chine, en janvier 2020, elle ne comptait que 80 cas !

L'Afrique a-t-elle les moyens de se relever de cette crise économique ?

● A la dernière réunion du G20, nous avons demandé 300 milliards de dollars (166 500 milliards de FCFA), soit 100 milliards de dollars (55 500 milliards de FCFA) par an. Nous sommes encore loin du compte. Heureusement, des chefs d'Etat africains, tels que le Sénégalais Macky Sall ; le Rwandais Paul Kagamé, le sud-africain Cyril Ramaphosa..., sont des voix importantes dans ce débat. Plus de 7000 milliards de dollars ont été dégagés aux Etats-Unis ! Les 300 milliards de dollars que demande l'Afrique sont donc tout à fait nécessaires et raisonnables.

Pour les pays du Sahel, cette crise sanitaire est une triple peine. Depuis huit ans, ils sont confrontés à une crise sécuritaire. Quelles sont les stratégies préconisées pour les accompagner ? Car, la solution militaire n'a rien réglé, pour l'instant !

● C'est un sujet très difficile. Mais tous ces sujets sont liés. Moi, j'ai toujours été focalisé sur la paix et la sécurité. Le Premier ministre britannique d'alors, Tony Blair, m'avait fait l'honneur de me nommer à la Commission Blair, avec une dizaine d'Africains, en 2003-2004. Nous avons travaillé, afin d'aboutir à la remise des dettes de 2007 et 2008. J'étais alors en charge du volet « Paix et Sécurité ». Ce volet n'existait pas. J'ai insisté pour qu'il y en ait un, que j'ai piloté. La paix et la sécurité sont les conditions sine qua non. Le droit le plus fondamental de l'être humain est de vivre en paix et en sécurité. Très souvent, les problèmes liés à de paix et à la sécurité sont des problèmes sociaux ou économiques, qui trouvent

leur traduction dans la violence. La racine de ces maux étant souvent l'insuffisance des moyens, l'insuffisance d'opportunités, l'insuffisance d'éducation ; notamment au niveau des femmes. Car, la démographie reste au cœur de ces questions. Permettre aux africaines de maîtriser leur fécondité ; choisir la taille de leur famille est un combat que je mène depuis des années. Une mère qui a une fécondité maîtrisée aura plus de chances d'avoir des enfants en bonne santé, avec de meilleures perspectives dans la vie. Des jeunes gens, sans perspectives et sans espoir sont des proies faciles pour des politiciens sans principe, qui les font plus facilement basculer dans la violence au moyen de quelques maigres billets de banque. Les données à ce sujet sont incontestables.

La jeunesse de ce continent n'est-elle pas un atout ?

● Bien sûr. Et je suis totalement convaincu que l'Afrique, c'est l'avenir. Grâce à nos ressources humaines, le 21ème siècle sera celui de l'Afrique. Le capital humain du continent a fait d'énormes progrès. Dans les années 80, la plaisanterie la plus courante était de dire que le PIB de l'Afrique subsaharienne était inférieur à celui de la Belgique. Plus personne ne peut prétendre cela aujourd'hui ! Le PIB de l'Afrique ayant été multiplié par plus de 7 ! Les choses vont beaucoup mieux sur notre continent. Et si tous les pays de la région réussissent et s'en sortent bien, cela sera dans l'intérêt de l'Afrique tout entière. Malgré tous ces problèmes, toutes ces difficultés, il y a des raisons d'espérer. Je vois à l'horizon, une Afrique nouvelle.

Docteur Kouadio Bah Ives Olivier

“ Les efforts sont conjugués pour vaincre cette pandémie en deux ans

Comme dans tous les pays, au niveau de tous les gouvernements, institutions, structures diverses, la pandémie a perturbé l'exécution des programmes d'activités et des projets en cours d'exécution. Le Docteur Kouadio Bah Ives Olivier, de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), basé à Abidjan, Chargé de la gestion des risques infectieux, membre de l'équipe de Préparation et de Réponse aux Urgences sanitaires, et également membre du CCVST *livre une réflexion à ce sujet.

Pensez-vous que le monde pourra gagner la bataille de la lutte contre la Covid-19 ?

Le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, l'a signifié : tous les efforts sont conjugués pour vaincre cette pandémie en deux ans. Le premier semestre de l'année 2020 a sérieusement été perturbé par la pandémie, compte tenu des mesures de distanciation physique, de restriction de déplacement et de limitation du nombre de personnes en salle. Plusieurs activités de formation ont été reportées.

Qu'en est-il en ce qui concerne votre structure ?

A l'instar des autres organismes des Nations Unies, le Bureau OMS Côte d'Ivoire a mis en œuvre son BCP (Business Continuity Plan) pour assurer un fonctionnement minimum de service, le personnel non essentiel a été mis en télétravail dès le mois d'avril 2020.

L'OMS et le PNUD font

partie du système des Nations-Unies. Comment s'organise votre collaboration autour de cette pandémie ?

L'OMS en tant que Lead, coordonne la riposte avec l'ensemble des agences du SNU. Le partenariat repose sur la mobilisation des partenaires et la mise en œuvre des actions concertées (missions conjointes d'évaluation de la préparation et de la réponse au niveau régional et départemental) ; ainsi que la tenue de réunions de coordination conjointes hebdomadaires, présidées par l'OMS (OMS, UNICEF, CDC et ONUSIDA).

A l'initiative de Monsieur le Représentant le Bureau Pays a été réorganisé, avec la mise en place en février 2020 d'un groupe de réponse du Bureau Pays, intégrant tous les clusters ; un plaidoyer pour l'élaboration d'un plan de riposte sanitaire (Lead OMS) avec un financement conjoint acquis et une mobilisation des ressources par le Bureau Pays de 550 000 USD

de l'USAID à hauteur de 948 millions USD de la Banque mondiale et de 400 000 USD du gouvernement ivoirien.

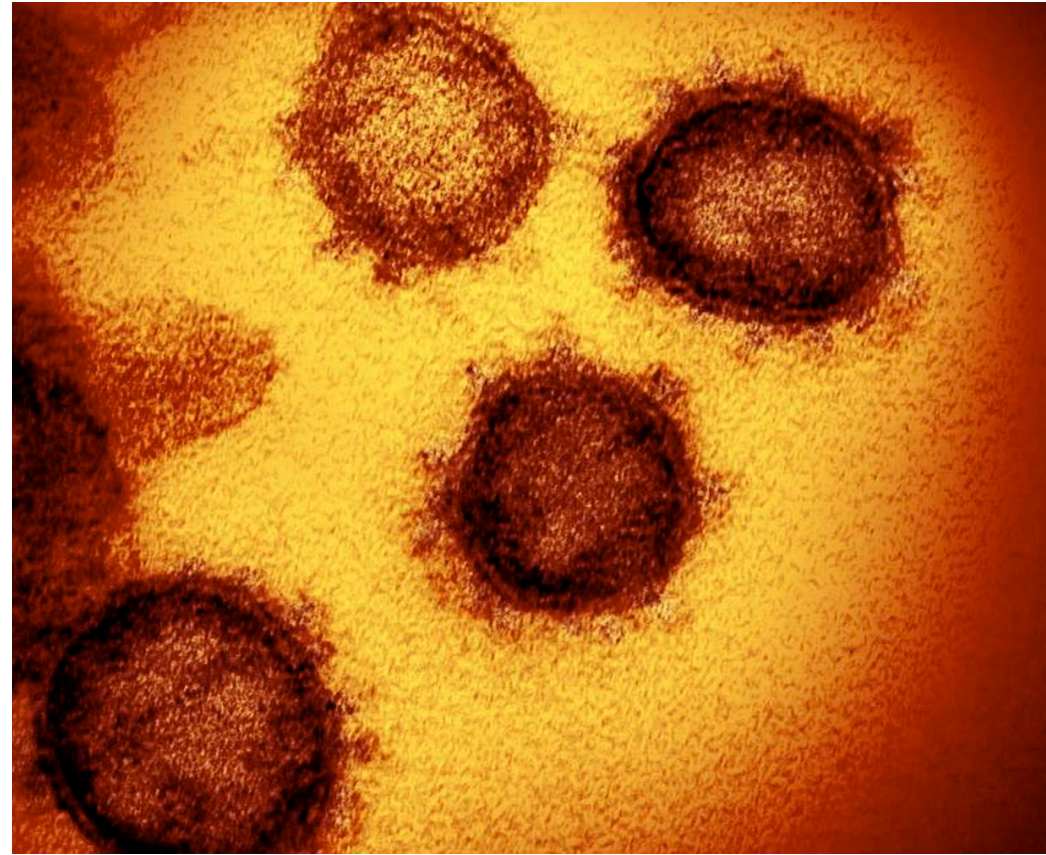
Quelles actions majeures avez-vous menées ?

L'appui au renforcement de la capacité diagnostique des laboratoires à la Covid-19 ; l'appui à la mobilisation de matériels de protection individuelle, d'intrants de laboratoire ; la mobilisation de ressources humaines additionnelles, soit huit experts internationaux et quatre experts nationaux pour renforcer l'appui au pays ; l'appui au renforcement des capacités des prestataires et des structures, par la dotation en matériel de visioconférence de 85 districts et de la plateforme nationale, par l'OMS, pour la formation en ligne des prestataires. Et également, l'appui à la recherche opérationnelle, avec trois études réalisées par le Bureau Pays que sont l'Enquête CAP Population, l'Impact sur les services essentiels et l'Impact sur les services de vaccination.



Origine du mot Coronavirus

QU'EST-CE QUE LE CORONAVIRUS COVID-19 ?



Les coronavirus sont une grande famille de virus qui provoquent des maladies allant d'un simple rhume (certains virus saisonniers sont des coronavirus) à des pathologies plus sévères comme le MERS-COV ou le SRAS.

Le virus identifié en janvier 2020 en Chine est un nouveau coronavirus nommé SRAS-COV 2. La maladie provoquée par ce coronavirus a été nommée COVID-19 par l'Organisation Mondiale de la Santé, l'OMS. Depuis le 11 mars 2020, l'OMS qualifie la situation mondiale de la COVID-19 de pandémie ; c'est-à-dire que l'épidémie est désormais mondiale.

Protégeons-nous contre la COVID-19

Les masques sanitaires sauvent des vies



CONSEILS AUX GRANDS !



Aline, mais pourquoi tu fais ça ?

Maman m'a dit que je dois éternuer et tousser, dans le creux du coude

Je dois aussi mettre mon cache-nez pour ne pas attraper le coronavirus

